

# 

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 1 037 - 16 avril 1988 - prix : 8 F







ILS SONT TOUS
DANS LE CAMP
DE LA BOURGEOISIE



SOYEZ DANS CELUI
DES TRAVAILLEURS

VOTEZ ARLETTE LAGUILLER



### ILS SONT TOUS DANS LE CAMP DE LA BOURGEOISIE, SOYEZ DANS CELUI DES TRAVAILLEURS

# VOTEZ ARLETTE LAGUILLER

Je suis profondément attristée, de voir qu'un certain nombre de travailleurs, de chômeurs, envisagent de voter pour Jean-Marie Le Pen.

En mêlant leurs voix aux nostalgiques du Pétainisme, à ceux de l'Algérie française, aux cléricaux intégristes, à tout ce que la France compte de réactionnaires bornés, tournés vers le passé plutôt que vers l'avenir.

Les travailleurs, les chômeurs qui voteraient pour Le Pen le feraient parce qu'ils croient que les immigrés leur prennent leur travail, leur logement, ou sont responsables du déficit de la Sécurité sociale, donc de la diminution des

Evidemment, lorsque les choses vont mal, remboursements. lorsque le travail diminue et que le chômage augmente, lorsque les logements sont de plus en plus chers, et les logements pour les travailleurs de plus en plus délabrés ; lorsque les cotisations de Sécurité sociale augmentent et que les remboursements diminuent ; en résumé Torsque la part des travailleurs dans le revenu national diminue et qu'il y en a moins pour les travailleurs, la tentation est grande de se battre entre nous, pour nous disputer la part qui nous reste, ce qui peut paraître plus facile que d'essayer de s'en prendre aux riches et aux puissants.

De ce point de vue-là, la responsabilité de l'Union de la Gauche et de ses gouvernements, la responsabilité des dirigeants du Parti Socialiste, et des dirigeants du Parti Communiste qui les ont soutenus au début, est grande.

Leur responsabilité est grande, car non seulement ils ont aidé la bourgeoisie en s'en prenant eux-mêmes aux droits des travailleurs, à leur niveau de vie, à la Sécurité sociale, aux allocations de chômage. Mais ils ont même déconsidéré les idées de gauche en prétendant qu'elles n'étaient pas applicables alors qu'ils n'avaient absolument pas essayé de les appliquer, et en ajoutant, comme aujourd'hui Chirac et Barre, qu'il fallait laisser les mains libres au patronat, pour que les entreprises puissent faire des profits et par la suite créer des emplois.

Les entreprises ont fait des profits, le patronat s'est enrichi... et n'a pas créé d'emplois.

Et aujourd'hui les idées de gauche sont

Alors, beaucoup de travailleurs qui n'ont plus discréditées. d'espoir dans les idées de la gauche, qui voient bien que cela va de plus en plus mal, se retournent contre d'autres travailleurs et se disent qu'après tout Le Pen, en s'en prenant aux immigrés, fera de la place à tous les niveaux pour les travailleurs français.

Mais quand les travailleurs commencent à s'en prendre les uns aux autres, c'est eux qui sont perdants et c'est le patronat qui tire les marrons du feu.

Ceux qui nous disent : «Ce sont les immigrés qui nous prennent notre travail», diront demain à ceux qui ont du travail que ce sont les chômeurs qui veulent le leur prendre, en acceptant de travailler à n'importe quel prix, ou les jeunes, ou les femmes. Et on nous divisera encore plus.

On nous divise déjà plus ou moins entre ouvriers et techniciens, entre productifs et employés, entre travailleurs du privé et travailleurs des entreprises publiques ou de l'Etat. Cela marche, et le corporatisme de certains syndicats y contribue d'ailleurs pas mal.

L'intervention radio-télévisée d'Arlette LAGUILLER du jeudi 14 avril

«Un Le Pen n'est pas, aujourd'hui, particulièrement dangereux», peuvent se dire ceux des travailleurs qui envisagent de voter pour lui au premier tour, en se disant qu'ils pourront tou-jours voter Mitterrand au 2<sup>eme</sup>. Mais les idées qu'ils auront ainsi approuvées en votant Le Pen, ce sont des idées dirigées contre l'ensemble des travailleurs, même si elles paraissent aujourd'hui dirigées surtout contre les immigrés. Ce sont aussi des idées dirigées contre les syndicats, contre les revendications, contre les

Les travailleurs qui voteront pour Le Pen hausses de salaires. approuveront tout ce qu'il propose : la liberté plus grande donnée à chaque patron de réglementer à sa guise ce qui se passe dans l'entreprise, d'imposer sa loi, les horaires de son choix, les conditions de travail qu'il voudra. Voilà ce qu'un tel vote voudrait dire. Car les gouvernements à venir tiendront compte du nombre de suffrages recueillis par Le Pen pour infléchir leur politique dans un sens réactionnaire.

On chassera des immigrés des HLM pour les parquer à nouveau dans des barraquements, sans leur famille, voire dans des bidonvilles, quand on ne les logera pas dans les entreprises, réalisant de véritables camps de travail. Mais, si on voit cela, on ne tardera pas à voir la même chose pour les chômeurs, qui se verront supprimer leurs allocations de chômage s'ils n'acceptent pas d'aller travailler, à n'importe quel prix, dans n'importe quelles conditions, y compris à l'autre bout de la France. Cela ne fera pas entrer un seul immigré de moins dans le pays, car c'est le patronat qui a besoin de cette main-d'œuvre qui sera alors d'autant plus mobile, taillable et corvéable à merci. Même Le Pen nous dira qu'on ne doit pas empêcher les chefs d'entreprise de faire entrer la maind'œuvre bon marché qui leur est nécessaire, sous peine de voir les capitaux fuir la France et aller s'investir dans les pays du Tiers-Monde où la main-d'œuvre est moins chère.

Et Le Pen ne parle absolument pas de s'opposer à la circulation des capitaux. Parce que, les capitaux, dans les idées de Le Pen, c'est encore plus sacré que Jeanne d'Arc.

\* \* \*

Et il est plus facile, même aujourd'hui, à un capitaliste français de transférer ses capitaux en Corée du Sud pour y créer une entreprise, que pour un ouvrier maghrébin de la banlieue parisienne d'y faire venir sa famille.

Et Le Pen ne s'en prend aux émigrés que lorsqu'ils sont travailleurs, pas lorsqu'ils sont milliardaires et lorsqu'ils rachètent ou revendent des secteurs entiers de l'économie. C'est contre les travailleur maghrébins qu'il agite des idées racistes, pas contre le roi du Maroc ou les émirs du pétrole. Parce que c'est nous, les travailleurs, qui sommes des étrangers aux yeux de Le Pen, comme aux yeux de toute la bourgeoisie.

Par rapport à tous ces gens-là, oui, notre véritable, notre seule nationalité à vous, à moi, c'est d'être des travailleurs.

Et les travailleurs qui croient ne pas prendre de risque en votant pour Le Pen, vont faire leur propre malheur et le malheur de tous les camarades de travail, immigrés ou non. C'est pourquoi les chômeurs qui voteraient Le Pen parce qu'ils croient que les immigrés leur prennent leur emploi se verront peut-être à cause de leur vote, un jour, dans un camp de travail, à casser des cailloux juste pour le logement et la nourriture, sur un chantier d'autoroute de Monsieur Bouygues ou d'un autre cimentier, du genre de cet ami de Le Pen qui lui a laissé sa

Voilà pourquoi je suis attristée de voir que des fortune en héritage. travailleurs, des ouvriers, des chômeurs, des techniciens, risquent de voter Le Pen à ce premier tour, et voilà pourquoi je voudrais les en dissuader.

Vous savez, on parle beaucoup, à juste titre, du nazisme et de ses crimes. Mais l'un des crimes monstrueux du nazisme, fut aussi commis contre la classe ouvrière allemande.

Bien des ouvriers allemands se sont battus dès le début contre le nazisme. D'autres ont cru à la propagande nazie qui leur disait qu'ils appartenaient à la race élue et qu'ils devaient être fiers d'être allemands, et accepter de travailler beaucoup, en gagnant peu, pour que l'industrie allemande devienne de plus en plus grande et

Mais l'industrie allemande, c'est Messerschde plus en plus forte. midt, Krupp, l'I.G. Farben parmi d'autres. Et les mêmes ouvriers se sont retrouvés en quelques années, sur tous les champs de bataille de la Deuxième Guerre mondiale, des glaces de la Norvège au désert de la Libye, et du mur de l'Atlantique aux steppes russes. Des millions sont morts. Des millions ont connu les camps de prisonniers, pendant des années après guerre. Des millions de civils allemands, vieillards, femmes, enfants, ont péri dans la «guerre des villes»

de l'époque, sous les bombardements. Oh, bien sûr, l'Allemagne impérialiste avait fait subir le même sort à d'autres peuples. Mais ce ne sont pas les propriétaires de l'IG Farben, de Krupp, de Messerschmidt, qui ont payé ces crimes. Eux, ils ont fait des bénéfices, de très gros bénéfices. Parce que la guerre, cela rapporte. Ceux qui ont payé, ce sont d'un côté les ouvriers et la population allemande, et de l'autre les ouvriers et la population de toute l'Europe, avec, en horrible prime, l'extermination effroyable, systématique et démente de la population juive.

Le Pen n'est pas tout cela bien sûr. Lui n'est peut-être qu'un politicien qui veut seulement une place de ministre, mais ses idées représentent tout cela. Et si les circonstances s'y prêtent, lui ou un autre, encouragés et portés par un bon score électoral, peuvent, au travers de l'approfondissement de la crise, nous mener vers une réédition d'une telle tragédie. Ce ne sera pas exactement la même chose car l'histoire ne se répète jamais complètement, mais cela en



serait malheureusement une assez bonne copie.

Alors, que les réactionnaires et les cléricaux, les nostalgiques de Jeanne d'Arc ou de la monarchie française votent pour Le Pen, soit, on peut le leur laisser.

Mais je conjure les travailleurs qui seraient tentés de le faire, de s'en

Ils voteraient contre eux-mêmes, contre leurs abstenir. intérêts de travailleurs, avec ou sans emploi.

Bien sûr, nous avons à nous plaindre des dirigeants du Parti Socialiste, du Parti Communiste, de tous ces ministres, de tous ces gouvernants qui se sont succédé. Bien sûr, nous avons envie de crier notre rancœur, mais je dis aux travailleuses et aux travailleurs qui m'écoutent : cette rancœur, vous ne devez pas l'exprimer en mêlant vos voix à celles de nos pires adversai-

Et si vous voulez faire un vote de censure, si vous voulez un vote pour dire que vous rejetez la politique de la gauche et celle de la droite, choisissez un vote qui restera dans le camp des travailleurs, des ouvriers, des employés, des femmes, des jeunes et des chômeurs, dans votre camp, en votant pour ma candidature.

Cela vous permettra de dire que les travailleurs ont conscience de représenter une force et qu'ils veulent qu'on le sache. Et c'est cela, cela seulement qui peut changer quelque chose. C'est vous, toutes et tous, qui pouvez changer quelque chose aux événements, à la vie politique, au partage des richesses et des sacrifices dans cette société basée sur l'inégalité.

\* \* \* La bourgeoisie, et les hommes politiques à son service, nous craignent, nous les travailleurs, bien plus qu'ils ne veulent le dire.

C'est ainsi que bien peu d'entre vous ont pu apprendre que récemment les travailleurs de plusieurs usines Chausson de la Région parisienne, ont été en grève pour leurs salaires

pendant plusieurs semaines.

Bien peu d'entre vous ont pu apprendre qu'en ce moment-même plusieurs milliers de travailleurs, dans la Région parisienne, dans les usines de la SNECMA sont en grève depuis quatre semaines, eux aussi pour leurs salaires. Vous n'avez pas pu apprendre non plus que ces travailleurs mènent leur lutte de façon tout à fait originale, en allant à des centaines, à un millier, d'une usine à l'autre, pour pénétrer dans

dans la grève ; dans d'autres usines de la SNECMA, et dans d'autres aussi, à Dassault, à Air-France, à Hispano. Cela parce que l'augmentation des salaires ce n'est pas une seule catégorie de travailleurs qui en a besoin, mais tous les travailleurs, quelle que soit leur profession ou leur entreprise. Savez-vous que ces grèves sont dirigées par les grévistes euxmêmes, comme les cheminots l'année dernière, par des comités de grève élus et une coordination elle aussi élue.

Cela commence seulement à être connu, après quatre semaines de grève. Car la grande presse, les radios, les chaînes de télé, n'en parlaient guère, en espérant que cette grève ne dure pas. Elles en parlaient le moins possible pour ne pas faire de la publicité à ces grèves et à la façon dont elles sont menées, à ces travailleurs qui n'attendent pas les élections pour changer leur sort et qui réclament leur dû sans se faire d'illusions dans le bulletin de vote. Ils en ont parlé le moins possible pour ne pas contribuer à ce que ces grèves s'étendent, car c'est ce que le patronat craint le plus.

Autant lorsqu'une grève reste isolée, catégorielle, limitée par les syndicats eux-mêmes, le patronat a les moyens de ne pas céder. Autant face à l'élargissement des grèves, le patronat s'empresserait de consentir aux augmentations de salaires légitimes parce qu'une vague de grèves compromettrait la situation de toute la Bourse et les profits de tous ces messieurs d'un seul coup.

Alors moi, aujourd'hui, je vous dis, travailleuses, travailleurs, c'est comme cela que nous changerons notre sort.

La crise, ce n'est pas la crise pour tout le

La crise, c'est la misère à un bout et la monde. richesse arrogante à l'autre. Et changer cela, aucun Président ne le fera pour nous. C'est une question de rapport de force entre le patronat et nous, et cela dépend de notre unité, entre nous, entre tous les travailleurs.

Alors, servons-nous de notre bulletin de vote pour préparer un troisième tour social pour la défense de notre emploi et de notre niveau de

Et si je vous dit : «Votez pour le camp des travailleurs», c'est pour vous dire qu'il faut que nous les travailleurs, face à l'offensive de la bourgeoisie, nous reprenions confiance les uns dans les autres, confiance en nous-mêmes.

Notre campagne

Tous à vos postes

La campagne électorale officielle est commencée. Vous pourrez lire nos affiches sur les panneaux légaux ; lire bientôt la "profession de foi" d'Arlette Laguiller qui, avec celle des autres candidats, est envoyée à domicile aux électeurs. Vous pourrez aussi et surtout, voir, écouter, Arlette Laguiller à la télévision et la radio, où la loi nous accorde une heure dix de diffusion à la télé, une heure dix de diffusion en quelques rediffusions à la radio.

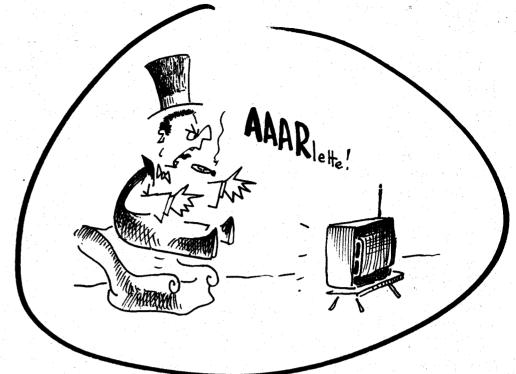
C'est peu évidemment, et beaucoup par rapport aux moyens qui nous sont

Notre courant politique a beau représenter un petit million d'électeurs, les "médias" - publics ou privés - en temps ordinaire, ne nous donnent généralement rien. Et là, trois fois rien ... ça commence à faire quelque chose! Au point que certains, gentiment naîfs ou très hypocrites, nous reprochent souvent de ne nous montrer qu'à l'occasion des campagnes électorales. C'est faux évidemment. Nous nous donnons les moyens - ou des moyens -

de nous faire entendre dans la classe ouvrière, tout au long de l'année, en Mais puisque la bourgeoisie organise sa mise en scène électorale, nous en participant à sa vie et à ses luttes.

profitons et nous voudrions en faire profiter les travailleurs. Qu'au moins des

Nous publions dans cette page la première intervention télévisée, de cinq choses soient dites, qu'ils pensent. minutes le lundi 11 avril, d'Arlette. Nous publions aussi le calendrier des prochaines prestations de la campagne officielle. Et nous souhaitons que vous vous y retrouverez. C'est notre seule ambition.



### Arlette Laguiller s'adressait aux téléspectateurs, le lundi 11 avril

Travailleuses, travailleurs,

Oui, je m'adresse à vous en particulier, bien que cela fasse sourire dédaigneusement tous ceux qui méprisent les travailleurs du rang, et c'est le cas de tous les grands candidats qui font semblant de traiter de la même façon, le temps d'une élection, un chômeur et un milliardaire comme Bouygues, pour s'aplatir ensuite devant le second, et envoyer les CRS contre le premier.

#### L'égalité par le bulletin de vote est une tromperie.

Oui, que nous soyons ouvriers, employés, techniciens, en activité, réduits au chômage, ou retraités, nous avons tous un point commun : celui d'être des travailleurs. Et les autres, ceux qui ne tiennent leur fortune que de notre travail, parce qu'ils appartiennent au patronat, au monde de la finance, à la bourgeoisie, ont des intérêts diamétralement opposés aux nôtres.

Dans le camp des travailleurs, il y a aussi nombre d'artisans, de petits commercants, de petits paysans, qui ne vivent eux aussi que de leur travail, qui sont tout aussi exploités par les banques, les circuits de distribution, par le capital, même s'ils ne l'admettent pas toujours.

#### Oui, il y a deux camps dans cette société. Et moi, je m'adresse au camp des travailleurs, parce que c'est mon

Je m'adresse à vous, simplement parce que je suis l'une d'entre vous, parce que je suis une salariée, et que je partage vos problèmes, vos angoisses devant les fins de mois difficiles, vos inquiétudes pour

Pour nous les travailleurs, il n'y a rien à attendre de ces élections présidentielles. Rien. L'homme qui s'installera à l'Elysée, quel qu'il soit, n'est pas de notre monde. Ce qu'il sait de nos problèmes, il est obligé de l'apprendre dans des dossiers que lui préparent des gens payés pour cela. Le chômage? Pour lui ce sont des

chiffres. Pour vous, pour moi, c'est un père, un frère, une amie qui désespère et s'enferme lentement dans la gêne.

Les salaires? Mais qu'est-ce qu'ils peuvent en savoir, les hommes qui nous gouvernent! Ils ne comptent pas comme nous! Vous croyez qu'ils ont essayé de vivre, eux, avec moins de 4000 F par mois? Même avec 6000 F ou 8000 F? Non, bien sûr. Et leurs hommes politiques, et leurs économistes, ont le culot de nous dire qu'il faudrait que les patrons puissent embaucher n'importe quel chômeur pour 3000 F ou peut-être 2000 F par mois comme avec les TUC et les

Dans cette élection, les jeux sont déjà pratiquement faits. Nous ne savons peutêtre pas lequel de Mitterrand, Chirac ou Barre sera finalement élu, mais nous savons déjà que ce sera l'un des trois et, ne nous faisons pas d'illusions, celui-là fera la même politique que les deux autres, une politique en faveur de la bourgeoisie, une politique contre les travailleurs.

On dit de moi, dans la presse, que je dis toujours cela, toujours la même chose. Eh bien, figurez-vous que j'en suis fière, et il faut croire que certains journalistes préfèrent les hommes politiques qui sont capables de changer de langage, de renier leurs promesses, de retourner leur veste.

Et de ceux-là il n'en manque pas.

Que de promesses n'avons-nous pas entendues, de Barre ou de Chirac! Mais les deux ont pourtant déjà été chef du gouvernement pendant des années : de 1974 à 1976 et de 1986 à aujourd'hui pour Chirac. De 1976 à 1981 pour Barre. Pourquoi n'ont-ils pas fait alors ce qu'ils promettent aujourd'hui?

Et Mitterrand? Oui, je vous disais, déjà en 1974, que les travailleurs n'avaient rien à attendre de lui, s'il arrivait un jour au pouvoir. Et je le redisais en 1981. Et je le redis aujourd'hui, où il déclare qu'il est prêt à choisir un gouvernement appuyé sur une partie des députés de l'actuelle majorité de droite.

Et pour nous les travailleurs, rien ne va

changer. Ce que promet Mitterrand, c'est la «paix sociale» pour le patronat. Il se présente comme l'homme politique le plus apte à convaincre les travailleurs de rester tranquilles et il dit à la grande bourgeoisie que cela vaut bien d'accepter un petit impôt sur la fortune - car ce serait un petit impôt - à titre d'assurance contre la colère des travailleurs et des chômeurs.

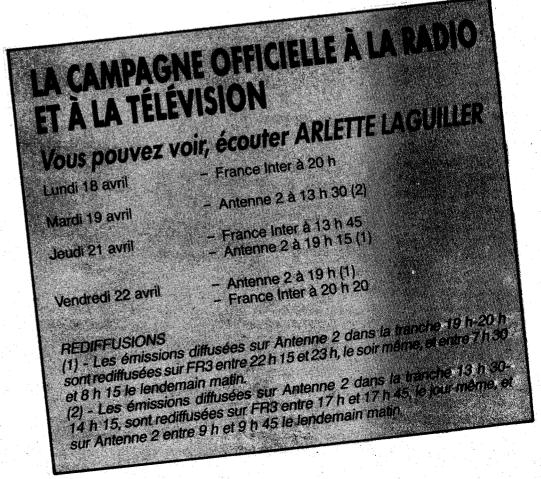
Mitterrand dit en substance à la bourgeoisie, à son camp à lui, qu'il est le seul des trois pour lequel les travailleurs vont voter, même s'il ne leur promet rien.

C'est pourquoi nous ne devons pas approuver à l'avance une politique qui se fera de toute façon contre nous, que ce soit Barre, Chirac ou Mitterrand qui la

Nous devons dire que le monde du travail en a assez des promesses non tenues, du chômage, de la baisse des salaires, des soupes populaires. Nous devons distinguer nos voix de ceux qui sont dans l'autre camp.

Et si je vous propose de le dire en votant pour ma candidature, ce n'est pas pour m'élire, ni pour me procurer un quelconque strapontin dans un ministère même de gauche. Mais pour compter tous ceux qui sont dans le camp des travailleurs.

Servez-vous de mon nom pour le faire, car c'est le seul vote qui ne sera pas ambigu. Et si je vous dis : «votez Arlette Laguiller», c'est pour vous dire : «votez pour le camp des travailleurs», «votez pour la politique des travailleurs».



### LE DIMANCHE 17 AVRIL À 15 H AU ZENITH,

à la Porte de Pantin,

Venez nombreux entendre parler de l'avenir comme vous n'en avez jamais entendu parler.

C'est par milliers que nous nous retrouverons, ce dimanche 17 avril, une semaine juste avant l'échéance électorale, à 15 h au Zénith, Porte-de-Pantin, pour écouter notre camarade Ariette Laquiller expliquer le sens de sa candidature et appeler à voter pour elle. L'ambiance de ce meeting sera militante et fraternelle. De Paris et de la région parisienne, bien sûr, mais aussi de toutes les régions de France, "monteront" ou" descendront" à Paris, ce jour-là, des travailleurs, des jeunes, des ménagères, des étudiants... qui veulent soutenir la campagne d'Arlette Laguiller et montrer qu'ils sont dans "le camp des travailleurs" qui ne baissent pas les bras...

Des autocars, des trains spéciaux sont prévus à partir d'un bon nombre de villes de province (nous en publions la liste - sans doute non exhaustive dans cette page). Et pour la banlieue parisienne, il existe nombre de points rendez-vous. (Renseignez-vous auprès de nos militants!).

Les portes du Zénith seront ouvertes dès 13 h 30. Avant l'intervention d'Arlette Laguiller à 15 h, ceux qui viennent des quatre coins du pays pourront se retrouver et discuter. A la tribune se succéderont des camarades de différentes entreprises, qui raconteront ce qui se passe aujourd'hui dans la classe ouvrière, la résistance quotidienne à l'exploitation, et les luttes, comme il y en a eu à Chausson et comme il y en a en ce moment à la SNECMA...

Alors, rendez-vous dimanche 17 avril! Nous comptons sur chacun pour amener amis, camarades ou compagnons de travail.

Venez écouter Arlette Laguiller.

Sur place au Zénith, vous pourrez trouver des affiches de notre campagne, des listes de souscription à étoffer ou à faire circuler, des livres d'Arlette à offrir et faire lire...

Vous trouverez de quoi nous aider, pour les quelques jours de campagne qui nous restent à mener... et le monde à changer!! ••

## Rendez-vous pour les départs en car

• CAEN: à 9 h 30, à la gare • BOURGES: à 10 heures, Par-

SNCF

• CLERMONT-FERRAND: à 7 heures, à la gare routière.

• SAINT- NAZAIRE: à 7 heures, Place de la gare.

• NANTES: à 8 heures, Place Viarme.

• CHOLET: à 7 heures, Place de la Salle des Fêtes.

• ANGERS: à 8 heures, Place Saint-Serge.

• RENNES: à 8 h 15, Place du Champ-de-Mars.

• TOURS: à 9 h 30, à la gare routière.

• ORLEANS: à 11 h 30, à la gare SNCF d'Orléans

king du Centre Nautique.

• VIERZON: à 10 h 30, devant

le Lycée technique. • NEVERS: à 10 heures, Parking de la Maison de l'Agricul-

• BESANCON: à 8 heures, Place Battant.

• MONTBELIARD: à 7 heures. Place du Champ-de-Foire. • BELFORT: à 6 h 30, Place de la Résistance, devant la Maison du Peuple.

• MULHOUSE: à 6 heures,

Place Franklin. • ROUEN: à 11 h 30, à la gare

routière • LE HAVRE : à 10 heures, à la gare routière.

• LILLE: à 10 heures, Place des

• BEAUVAIS: à 13 heures, Place du Jeu-de-Paume.

• PERONNE: à 12 heures, Place Louis Daudré. Puis à

• ROYE: à 12 h 30, Mairie de ROYE.

• LUNEVILLE: à 8 h 30, Place de la gare.

• NANCY: à 9 heures, Place de la Croix de Bourgogne.

 METZ: à 9 h 45, gare SNCF, côté départs.

• FLERS: à 8 heures, au dépôt des Transports Piel, zone industrielle de Saint-Georges des Groseillers.

## Rendez-vous pour les départs en train

(trains spéciaux ou avec wagons réservés):

• STRASBOURG: à 8 heures à la gare SNCF.

• DIJON: à partir de 9 h15 dans le hall de la gare. (Départ à 9 h 44).

• LYON : à 10 heures, gare de la Part-Dieu.

• GRENOBLE : à 10 h 15, dans le hall de la gare SNCF.

• MARSEILLE : par le TGV de 8 h 50 à la gare St-Charles.

• TOULOUSE: à 6 h 30 dans le hall de départ de la gare Mata-

• BORDEAUX: à 9 h 15, dans

le hall de départ de la gare St-

• ANGOULEME: par un train spécial qui part à 10 h 32 de la gare d'Angoulême.

• BRIVE: à 9 h 13.

• LIMOGES: à 10 h 19.

### LES MEETINGS DE LA DERNIÈRE LIGNE DROITE

Attention, ces deux meetings avaient été initialement prévus à 20 H 30, mais notre camarade Arlette Laguiller a dû légèrement modifier son programme à cause des enregistrements des émissions de la campagne officielle à la radio et à la télévision.

#### A ANGERS,

le mardi 19 avril, à 18 h, Maison des Arts Bellefontaine, rue Louis-Gain.

#### A LYON,

le mardi 20 avril, à 18 h 30, Mairie du 6ème, 56 rue de Sèze, Mº Masséna (entrée: 33, rue Bossuet).

### A Toulouse, une journée bien remplie

Les membres toulousains du Comité de soutien à la candidature d'Arlette avaient prévu, pour elle, un 7 avril bien rempli. Visite au musée municipal de l'affiche, qui expose des affiches de Mai 68. Ces affiches, contre la mainmise du pouvoir sur la télévision ou dénonçant la duperie des élections, datent peut-être

de vingt ans mais, a fait remarquer Arlette aux nombreux journalistes présents, elles restent très actuelles.

Arlette s'est ensuite rendue à Villemur, à 30 kilomètres de Toulouse, invitée par le groupe Lutte Ouvrière des usines Cablauto, qui avait réuni une cinquantaine de personnes, dont une bonne moitié de l'usine. La discussion, notamment celle engagée avec deux ouvrières syndicalistes, pas d'accord sur la nécessité des luttes d'ensemble pour la classe ouvrière, a dû être abrégée pour le meeting du soir à Toulouse.

La salle était pleine, un public jeune et populaire de 400 personnes.

#### A Bordeaux, un meeting chaleureux et enthousiaste

Ce sont 500 personnes au moins - l'Athénée Municipal était comble - qui ont chaleureusement accueilli Arlette dès son arrivée à la tribune.

De son discours, les télés nationales ont retenu le passage où elle dénonçait Mitterrand. Dommage qu'ils n'aient pas aussi retenu ceux où Arlette a souligné la nécessité des luttes sociales à venir, celui où elle a raconté la grève de la SNECMA et la façon dont les travailleurs de Gennevilliers avaient étendu leur mouvement aux autres centres, ou encore celui où elle a dénoncé le colonialisme français. Car furent vivement applaudis. Et plus chaleureusement et le plus longuement applaudi fut la partie du discours d'Arlette où, répondant à la démagogie anti-ouvrière et xéno-

phobe, elle déclara : "Ceux qui sont de trop, ce ne sont pas les ouvriers, qu'ils soient français ou immigrés. Ceux qui sont de trop, ce sont les patrons, qu'ils soient francais ou pas!"

Le débat fut l'occasion pour Arlette d'aborder les problèmes qu'elle n'avait pu développer dans son discours: affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien, qui a fait plus par sa lutte que toutes les bombes des terroristes; ou de préciser à quelles fins utiles à l'ensemble de l'humanité

pourraient être utilisées les sommes gaspillées dans l'armement militaire.

Ce n'est qu'après avoir chanté «l'Internationale" que les centaines de présents se séparèrent.

Certains ne quittèrent la salle qu'après avoir obtenu d'Arlette une dédicace de son nouveau livre ou ... de l'ancien. Comme ce vieil électeur d'Arlette qui tient à lui prouver sa fidélité en lui demandant d'écrire, sur un vieil exemplaire de Moi, une militante... une troisième dédicace!



### A Troyes

Le mardi 12 avril, 250 personnes sont venues écouter Arlette. C'était un public ouvrier, populaire, chaleureux qui, malheureusement, n'a

pas pu débattre avec notre camarade, que la préparation de la campagne officielle radio-télévisée rappelait à Paris.

ALLEZ, ROULEZ JEUNESSE!

Depuis qu'il a obtenu le soutien de la culotte de Madonna et de la guitare de Johnny, Chirac cultive son label «jeune», les jeunes constituant par définition l'électorat de l'avenir.

Si Chirac est apparu tel qu'en lui-même, lors de la réunion de Neuilly, spécialement destinée à la jeunesse, le carton d'invitation le représentait rajeuni, en tenue de sport et cigarette à la bouche (tant pis pour la journée anti-tabac). Un de ses supporters évoqua même le look de James Dean, mais Chirac n'a pas été jusqu'à trouver la mort à la fin du meeting.

Les jeunes sont sensibles au racisme. Un invité, le cinéaste Henri Verneuil, d'origine arménienne, a demandé à Chirac de s'expliquer sur sa déclaration du 10 mars dernier, à Marseille, au cours de laquelle Chirac disait ne pas «admettre» le racisme, mais le

Est-il vrai qu'il porte des caleçons Arthur? a

«comprendre». Chirac s'est expliqué, mais il a redit à peu près la même chose, et évidemment comme le mot «comprendre» est ambigu, qu'il peut vouloir dire aussi bien «excuser» que «avoir une idée claire sur les causes», chacun des assistants a pu «comprendre» ce qu'il voulait.

Et puisque les jeunes aiment aussi, paraîtil, les pantalonnades, il y avait également, parmi les fans de Chirac, le PDG des caleçons Arthur, qui a envoyé un exemplaire de sa production à chacun des ministres.

Il valait mieux cela qu'un marchand de

Nouveau rebondissement dans l'affaire Michel Droit. Commençons par résumer les épisodes précédents : Michel Droit, académicien réactionnaire et travaillant pour le trust Hersant, a été nommé membre de la CNCL, lors de la fondation de cet organisme, provoquant dès le début l'indignation de certains qui trouvaient le personnage peu reluisant. Quelque temps plus tard Michel Droit fut accusé de «forfaiture» pour avoir favorisé le groupe Hersant, qui était candidat à l'attribution de la cinquième chaîne de télé.

Le juge Grellier qui tenta de occuper de l'affaire fut ensuite dessaisi par le parquet.

Le feuilleton continue : Le Canard enchaîné du 13 avril montre qu'il y a contradiction entre les déclarations de Michel Droit sur ses ressources, et la déclaration des revenus qu'il a faite (lui ou son comptable), apparemment sans se méfier. Son avocat, pour le moment, se livre à des prodiges de contorsionnisme pour expliquer l'origine des fonds de Michel

On remarque que ce pauvre homme touche d'une part un salaire de la CNCL de l'ordre de 40 000 F par mois. D'autre part il a reçu du Figaro une «indemnité de départ» (forcément puisqu'étant nommé à la CNCL il ne pouvait plus être en même temps au Figaro!) qui semble correspondre à un chèque de 224 000 F environ. Par la suité, il a reçu d'une société filiale de Hersant plusieurs chèques d'un montant total de 380 000 F environ. Il a également reçu deux chèques d'environ 15 000 F chacun qui couvriraient divers frais de voyages, mais ce sont là des broutilles. Et, pour finir, il déclare avoir touché 64 618 F de droits d'auteur. S'il n'avait eu que ces droits-là

pour vivre, l'académicien - qui n'est pas beaucoup lu - aurait dû se contenter d'un peu plus de 5 000 F par mois, ce qui semble correspondre à sa valeur marchande en tant qu'auteur.

Mais il touche énormément plus, et la différence correspond aux services que ce grand «intellectuel» peut rendre, au Figaro, à la CNCL et à ceux qui l'y ont nommé. C'est normal, toute peine mérite

Le cas de Michel Droit est spectaculaire. Sûr... de son bon droit, il semble ne pas prendre de bien grandes précautions pour dissimuler ses rentrées. Ses collègues de la CNCL seraient, paraît-il, consternés. Car il jette le discrédit sur l'institution elle-même, et puis, si le scandale grossissait encore, cela pourrait rejaillir sur la droite chiraquienne qui est tout de même responsable de la nomination de Droit à la CNCL.

Cela dit, l'affaire de Droit n'est pas si exceptionnelle que ça. Bien de l'argent passe «à gauche», entre les mains de divers journalistes, hommes de médias, qui, s'ils devaient vivre de leurs seuls talents, auraient des fins de mois difficiles. Mais avec l'échine souple et une plume à vendre aux plus offrants, quelques-unes de nos brillantes «intelligences» arrivent à se remplir les poches en noircissant du papier sur commande ou en orientant l'information. Pour ne prendre qu'un (petit) exemple récent, combien de journalistes, et à quel prix, se sont rendus complices du silence de commande sur la grève de la SNECMA? Car tous ces riches aiment telle-

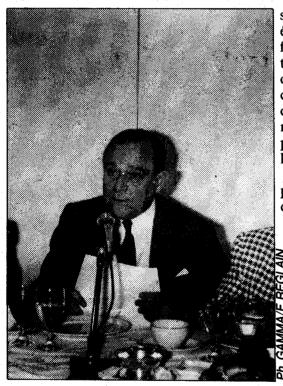
ment peu ces salariés qui ruinent la société avec leurs envies de gagner 6 000 F ou 8 000 F par mois!

André VICTOR

#### LA TORTUE OU LA TORTORE

au Parlement à ce sujet. Il

ne demande pas que le



Barre a laissé entendre que, s'il subissait un trop cuisant échec, il pourrait renoncer à faire de la politique. L'universitaire retrouvera-t-il alors sa chaire et le ventru sa bonne chère? On a pu voir que le candidat s'était imposé à luimême une certaine austérité en perdant quelques kilos dans l'espoir de ramasser des voix.

Mais si tout cela n'avait été pour rien? Barre pourrait alors changer enfin de régime.

### LES CHEVALIERS DE L'OSEILLE

A l'occasion de l'élection de son nouveau Grand-Maître, on a un peu reparlé de l'Ordre des Chevaliers de Malte, ou plus exactement du Souverain Ordre militaire et hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem.

Cette institution, héritée des Croisades, a cessé, depuis belle lurette, de défendre le Sépulcre pour mieux se consacrer à des œuvres charitables et surtout à ses intérêts et à ses richesses propres.

Cette survivance d'autrefois, dirigée par quel-

ques dizaines de chevaliers de vieille noblesse, est quand même reconnue comme un Etat souverain (avec passeports, timbres, et ambassadeurs!) par une cinquantaine de pays et par l'ONU elle-même!

Parmi les quelque dix mille chevaliers de base, on cite quelques grands noms, comme le président de la République italienne, le PDG de Chrysler, Lee Iacocca, et le général Alexander Haig.

Et peut-être bientôt le chevalier Le Pen? Il y a déjà la photo du cheval!

Le général Jacques Faure est mort à quatre-vingt quatre ans. Les généraux français, comme les autres d'ailleurs, meurent le plus souvent dans leur lit, même en temps de guerre. Celui-là avait connu son heure de gloire, non pas en gagnant une bataille - faut pas trop en demander - mais en participant au putsch d'Alger de 1961. Il fut alors arrêté et jugé pour «atteinte à la sûreté de l'Etat», puis condamné à dix ans de prison. Il fut toutefois libéré en 1966, cinq ans après, et réintégré, en 1982, sous le gouvernement de gauche dans le cadre de réserve.

Non seulement cet ancien putschiste a été libéré avant terme, mais de plus il a été réintégré dans ses fonctions, et par la gauche encore! Qu'attend donc Le Pen pour protester contre cette complaisance envers des terroristes?



Juquin a déclaré : «J'ai conclure que Juquin aurait décidé personnellement accepté d'être ministre de refuser toute participa- dans un tel gouvernetion à un gouvernement ment? Il est vrai que la qui ne s'engagerait pas à gauche n'a pas respecté sa présenter au Parlement promesse et que Juquin un projet de loi accordant exige que le gouvernement aux immigrés au moins le de son cœur s'engage à droit de vote aux élections présenter un projet de loi municipales».

Le droit de vote des Parlement vote ce projet, immigrés aux élections car la décision des parlelocales était déjà inscrit mentaires ne dépend pas de dans le programme socia- lui. Juquin ne demande pas liste en 1981. Peut-on en la lune, juste un siège.

**DE CARRIÈRE** 



Les semaines précédentes, nous avons relaté le bilan social du gouvernement de gauche dans les cinq premières années du septennat de Mitterrand...

Aujourd'hui, nous poursuivons ce bilan par celui du gouvernement de gauche, face au fait colonial et notamment face aux revendications indépendantistes.

### Au temps où la gauche gouvernait

### OLIES COLONIES DE LA FRANCE "bafoue les droits des Canaques" mais force doit rester à la loi et Mitterrand le jésuite fera appliquer et respecter la loi... Cette loi qu'il n'a

Le septennat de Mitterrand, avec les cinq années du gouvernement de gauche et de majorité absolue du Parti Socialiste au Parlement n'a pas vu avancer d'un pouce la situation dans ce qui reste de colonies françaises, ces fameux DOM-TOM, dans le sens d'une quelconque décolonisation. Au contraire même, c'est sous le gouvernement de gauche que la révolte montante des Kanaks contre la situation coloniale a connu la répression et la botte des gendarmes coloniaux.

Mitterrand dans sa "Lettre aux Français" évoque "l'appel au secours" que vient de lui adresser Tjibaou, le leader du FLNKS, pour lui répondre en ces termes : "Les deux communau-

Pourtant, en août 1981, lorsque le nouveau secrétaire socialiste, d'Etat Henri Emmanuelli, s'était rendu en Nouvelle-Calédonie, il avait tenu de rudes propos : "La situation s'apparente à un colonialisme développé. (..,) Il y a une mise à l'écart des populations indigènes au profit du pouvoir blanc" avait-il déclaré... Allait-il s'attaquer aux causes mêmes du fait colonial, c'est-à-dire à la présence française sur ce territoire situé à 20 000 km de la métropole ? Evidemment non.

Lorsque Pierre Declerq, un dirigeant indépendantiste fut assassiné il exprima certes "l'indignation et l'émotion profonde du gouvernement". Mais deux escadrons de gendarmes étaient envoyés illico de Polynésie en Nouvelle- Calédonie et d'autres arrivaient de Paris, non pour s'attaquer aux assassins, mais pour lutter contre les barrages routiers dressés par les militants indépendantistes... pour repousser les manifestants qui voulaient investir la station de FR3 pour "donner la parole au peuple Kanak".

Oubliant ses promesses sur l'indépendance, le PS constatant qu'il n'y avait pas "une majorité pour l'indépendance", tergiversait et se plaçait, de fait, du côté des privilégiés contre ceux qui voulaient mettre fin à l'ordre colonial. C'était le début d'un engrenage.

En janvier 1982, le Conseil des ministres adoptait un projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pendant un an en Nouvelle-Calédonie. Ordonnances qui prévoyaient quel-

remédier à des injustices en matière de droit du travail, et aussi la redistribution de quelques terres... Mais les réformes traînaient en longueur, 1982, puis 1983 passèrent. Par contre, de fait, les mêmes vieilles injustices demeuraient. En janvier 1983, ce fut pour protéger les intérêts d'un propriétaire d'une scierie que les gendarmes intervinrent une nouvelle fois, contre les habitants de la région forestière de Foa qui bloquaient le fonctionnement de ladite scierie parce qu'elle polluait la rivière.

Et ce n'est que fin 1983, en novembre, que le gouvernement accouchait d'un projet d'autonomie interne pour la Nouvelle-Calédonie qui serait déterminé par un référendum prévu... pour 1989, soit six ans plus tard, c'est-à-dire après la fin du septennat.

Lasse d'attendre la population kanake faisait de nouveau irruption sur la scène politique cette fois-ci à l'occasion des élections territoriales le 18 novembre 1984, en les boycottant massivement cependant que les militants du FLNKS brisaient les urnes et brûlaient les bulletins de vote. Et forts de cette mobilisation, les indépendantistes commençaient à organiser des barrages, à faire pression sur les colons isolés dans la brousse, pour qu'ils cèdent leurs terres et instauraient un gouvernement provisoire de Kanaky.

Face à la révolte des Kanaks, le gouvernement français continuait sa seule politique, chercher à gagner du temps. Pas question pour les soi-disant socialistes au gouvernement (on était alors sous le gouvernement Fabius) de prendre directement le parti des opprimés. La nomination de Pisani, un ancien ques mesures destinées à ministre de De Gaulle rallié

tés face à face n'ont aucune chance d'imposer durablement leur loi, sans l'autre, contre l'autre sinon par la violence et la violence elle-même atteindra ses limites. L'indépendance dans cet état de rupture entre deux populations d'importance comparable, signifie la guerre civile... Le droit bafoué des Canaques ne sera relevé, restauré que par la paix intérieure et le garant de cette paix et de ces droits ne peut être que la République française."

Ce qui est une fin de non-recevoir pour les indépendantistes. L'apôtre François a toujours quelques mots pour stigmatiser un système qui

au PS, comme délégué à la Nouvelle-Calédonie, avec un délai de deux mois pour trouver une solution fut la seule mesure prise.

Mais le plan d'Indépendance-Association de Pisani, pourtant bien timoré et qui préservait les intérêts des gros propriétaires caldoches mais accordait aux Kanaks la satisfaction morale d'une indépendance à venir, était inacceptable pour la droite et les Caldoches. Eloi Machoro, leader indépendantiste fut alors assassiné ainsi qu'un de ses compagnons, abattus par une brigade du GIGN. L'état de siège était établi, les troupes renforcées sur le territoire. 6 000 hommes (soit un homme de troupe pour 24 habitants) quadrillaient l'île avec blindés, hélicoptères "Transall", "Puma" et autres "Alouettes" pour transporter les troupes d'un bout à l'autre de l'île.

Eh oui, comme en 1956, l'histoire se répétait. En 1956, un certain Guy Mollet, dirigeant socialiste, porté au gouvernement pour avoir promis la paix en Algérie menait la plus sale guerre qui soit pour avoir reçu les tomates lancées par les ultras d'Alger...

En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement socialiste reculait face à la réaction de la droite et de l'extrême- droite, offrait le meurtre de Machoro aux Caldoches et finissait par remiser, le 30 janvier 1985 suivant, le plan de Pisani que le FLNKS était le seul à ne pas rejeter totalement. Le PS reculait sur toute la ligne, cependant que l'Etat d'urgence continuait à s'appliquer sélectivement à l'encontre des Kanaks, tandis que les ultras caldoches continuaient à

organiser des bandes armées pour tenter de terroriser la population...

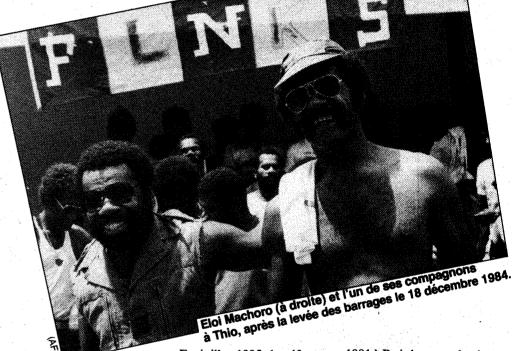
En février 1985, l'extrêmedroite calédonienne manifestait à Thio, en plein territoire kanak, malgré l'interdiction de Pisani, et les gendarmes se retournaient encore une fois contre les Kanaks. Le gouvernement socialiste finissait sous la pression de la droite par mener exactement la politique opposée à celle qu'il avait préconisée.

Le vote sur l'indépendance (repoussé une première fois à 1989, ce qui était trop gros et que les indépendantistes ne pouvaient accepter) fut repoussé à 1987, c'est-à-dire de toute façon après les Législatives.

Et en mai 1985, parce qu'une centaine de militants indépendantistes s'étaient réunis sur une pelouse du centre de Nouméa pour réaffirmer leur volonté d'indépendance. Nouméa fut livrée plusieurs heures à la haine raciale, à la chasse aux Kanaks, aux ratonnades menées par l'extrême-droite

le pouvoir. Les Kanaks crient au déni de justice, dénoncent les élections truquées qui donnent le moyen aux électeurs "métros", venus depuis peu de métropole, administrateurs, policiers, soldats, de voter et de faire pencher la balance du côté des Caldoches. "La République doit être juste" leur réplique Mitterrand. Des phrases. Et derrière elles, le maintien de la situation actuelle, c'est-à-dire de l'ordre colonial. Il ne s'en cache même pas. Au contraire.

pas vraiment fait changer quand son parti avait



En juillet 1985, la réforme Pisani définitivement enterrée était remplacée par un projet de loi Fabius, repoussant définitivement la date du scrutin d'autodétermination de fin 1987 à fin 1988, autrement dit .... aux calendes grecques.

Dans toutes les colonies, dans tous les départements et territoires d'outre-mer le fait colonial s'est maintenu après le changement de gouvernement.

Aux Antilles, des incidents raciaux éclataient en juillet

1981 à Petit-bourg et la répression coloniale contre les jeunes noirs, contre les militants a continué comme aupara-

A Papeete, dans l'île de Tahiti, c'est au moment même où Henri Emmanuelli effectuait sa première tournée outre-mer, que des militants indépendantistes étaient jetés en prison.

Mais c'est en Nouvelle-Calédonie que la lâcheté, la veulerie des dirigeants socialistes devant la réaction coloniale s'est manifestée le plus crûment.

C.B.

### JUSTICE POUR LE PEUPLE KANAK

Les organisations suivantes: CIMADE, SNES, PS. PSU, UTCL, PCOF, UJAFAI, CODEN, Les Verts, AIS-DPK, invitent à un rassemblement de protestation le 20 avril à 18 heures au Châtelet, Tour Saint-Jacques

-contre la justice coloniale

qui bafoue en Nouvelle- Calédonie l'idée même de justice -contre le quadrillage militaire et la répression dont les

Kanaks sont régulièrement victimes, -pour le droit du peuple

kanak à décider de son des-

La grève pour les 1 500 F par mois à la SNECMA entre dans sa 4º semaine pour les centres de Villaroche et Corbeil, dans sa 5e semaine pour Gennevilliers.

Parallèlement à l'envoi d'une lettre, un peu pleurnicharde, de Capillon à tous les salariés du groupe pour leur demander d'arrêter le mouvement, la direction a assigné devant le tribunal des référés de Nanterre les 28 délégués CGT et Gennevilliers pour CFDT de «occupation illégale de locaux», «ouverture de coffres», et «sortie de matériel». Le tribunal réuni le mardi 12 avril a repoussé sa décision au jeudi 14 avril.

Cela dit, le point fort de ces derniers jours reste la manifestation à Dassault-Saint-Cloud le mardi 12 avril à l'appel de la Coordination des grévistes inter-SNECMA.

Ce qui est original dans la grève de la SNECMA, ce qui en fait une grève différente, ce sont les tentatives répétées qu'effectuent les grévistes pour étendre leur grève et prendre contact avec les travailleurs des autres entreprises. Cela a commencé par ceux de Gennevilliers qui étaient allés à 350, le 21 mars, «porter» la grève au centre de Vilfaroche, puis deux jours plus tard, ceux de Gennevilliers et Villaroche, ensemble à un millier à Corbeil, le 23 mars. Par deux fois, une fois à 80, une autre fois à 500, les grévistes sont allés s'adresser aux travailleurs d'Hispano à Bois-Colombes. Ensuite ce fut aux ateliers du Matériel d'Air France qu'un millier de grévistes des trois centres sont allés.

Les grévistes ont aussi envoyé des groupes plus ou moins importants dans d'autres entreprises, à la SOCHATA Boulogne, à la SEP de Vernon, à la General Motors-Gennevilliers, à Roure-Argenteuil, à

Astra-Asnières...

Cette semaine, sur proposition de la Coordination des grévistes inter-SNECMA, c'est le centre Dassault de Saint-Cloud qui a été choisi. Et c'est à près d'un millier que des grévistes des trois centres s'y sont rendus mardi 12 avril. Malgré une inquiétude manifeste de la direction de Dassault, les grévistes sont entrés dans l'usine, puis dans les ateliers. Et pendant plus d'une heure la discussion s'est engagée directement entre des centaines de grévistes et les travailleurs de Dassault dans les travées, aux postes de travail, devant les machines ou autour des avions, en groupe ou individuellement, un peu partout.

Les grévistes de le SNECMA auront dit au moins ce qu'ils pensaient, à savoir qu'aujourd'hui il y a une occasion à saisir pour se battre tous ensemble (au moins au niveau de l'aéronautique) pour les 1 500 F. C'est d'ailleurs ce qui fut dit par les représentants de la Coordination et aussi par un travailleur de Dassault au meeting qui s'est tenu ensuite devant le restaurant d'entreprise.

Les 1 500 F, ce n'est pas le problème des seuls SNECMA, mais celui tous les travailleurs.

Travailleurs en lutte COORLINATION GREVISTES

aujourd'hui, une large partie des grévistes est convaincue que pour les obtenir, c'est en s'adressant aux travailleurs des autres entreprises, par l'extension qu'on peut y arriver.

Il reste l'attitude des syndicats. La CFDT reprend les initiatives de la

# SNECMA: DANS LACI

Coordination sur l'extension, sans réserve à Gennevilliers, avec plus de recul à Villaroche et Corbeil. Quant à la CGT, même si certains de ses militants sont sans réticence dans le mouvement, elle reste hostile à l'extension et même à l'approfondissement de la grève.

Mais du coup un nombre grandissant de travailleurs regardent vers les comités de grève et la Coordination inter-SNECMA et attendent ses

initiatives prochaines.

On l'a vu mercredi au lendemain de la visite à Dassault. La CGT avait appelé à une manifestation qui s'est déroulée du Pont de l'Alma au siège du GIFAS (patronat de l'aéronautique). Cette manifestation devait en théorie regrouper les travailleurs de toutes les usines aéronautiques. En fait le gros était composé des grévistes de la SNECMA grâce en particulier à l'appel de la Coordination (puis à sa suite de la CFDT) qui a montré ainsi qu'elle proposait bien de saisir toutes les occasions pour que s'affirme la force des grévistes.

La manifestation qui regroupait près de 3 000 travailleurs fut dynamique. Ce fut l'occasion pour bon nombre de grévistes de voir qu'il y a des quartiers où circulent les voitures avec chauffeurs, où les vitrines affichent des manteaux à 100 000 F.

Cette dernière manifestation est celle qui a rassemblé le plus grand nombre de travailleurs de la SNECMA depuis le début du mouvement. Signe que le mouvement pour les 1 500 F ne faiblit pas pour l'instant,

### Gennevilliers

### PETITES MANŒUVRES **CONTRE L'EXTENSION**

Défilé dans les beaux quartiers : une Rolls revendicative

A Gennevilliers où, le jeudi 14 avril, nous entamions notre trentième jour de grève, la production reste quasiment paralysée.

Bien sûr les difficultés financières sont réelles et pèsent sur le porte-monnaie, mais la détermination reste

Pour une partie des grévises la meilleure facon de durcir la grève, c'est de renforcer les piquets aux portes, d'empêcher les pièces de sortir de l'usine, de bloquer les camions de livraison à l'entrée. Du coup les piquets se sont un peu grossis cette semaine. Mais d'autres grévistes pensent qu'il ne faut pas se contenter de cela, qu'il ne faut pas s'enfermer dans l'usine. Ceux-là militent pour l'extension, pour la propagation de la grève à d'autres filiales du groupe ou à d'autres usines.

Jeudi un piquet de grève, à l'initiative de deux délégués CGT, empêchait une quinzaine d'ouvriers de Citröen ils venaient pour s'informer sur la grève- de pénétrer dans l'usine sous prétexte que les "éléments extérieurs" étaient interdits. Pourtant les jours précédents les permanents CGT ou même des responsables du PCF comme Lanternier, le maire honoraire de Gennevilliers, n'avaient pas connu les mêmes difficultés pour rentrer dans l'usine. Le lendemain en AG, les grévistes voteront le principe de l'entrée des délégations de travailleurs venus d'autres usines sous la responsabilité des syndicats.

La CFDT a soutenu activement la proposition de la Coordination d'aller à Dassault. La CGT, si elle ne s'est pas opposée en AG à l'initiative de la Coordination, s'est tout de même livrée à toutes sortes de petites manoeuvres, comme de refuser de réserver les cars au nom du CE ou, au moment du départ pour Dassault, d'inviter les grévistes à venir récupérer les colis de la mairie de Gennevilliers. Et au retour certains militants CGT accueillaient les manifestants de Dassault en ironisant

"Alors vous ne les avez pas mis en grève" insinuant, comme ils le font depuis le début, que la politique d'extension "ça ne marche pas" puisque, malgré nos visites à Hispano, Air France ou Dassault, aucune usine n'est rentrée véritablement dans la grève.

La direction CGT, plus ouvertement, explique que les travailleurs d'Hispano, d'Orly, de Dassault sont assez grands pour se déterminer, que c'est à eux de décider, que les syndicats sont là pour les informer ou coordonner leurs

Justement bien des grévistes de Gennevilliers ont pu vérifier que ce simple travail d'information ou de coordination des syndicats ne se faisait pas puisque bien des ouvriers de Dassault, avec qui ils ont pu discuter, ne savaient même pas que nous allions venir les rencontrer et découvraient, pour beaucoup, notre

Correspondant LO,

## Travailleurs en lutte

Villaroche L'IMPORTANCE DU COMITÉ DE GRÈVE

Cette semaine encore à Villaroche, nous avons participé nombreux aux diverses actions proposées et décidées en assemblée générale. Que ce soit pour aller s'adresser aux travailleurs de Dassault ou manifester à Paris, c'est à plusieurs centaines à chaque fois que nous nous sommes déplacés. Et notre détermination à gagner en a été renforcée. Mardi après-midi, ceux qui sont restés au centre ont pu aussi se retrouver pour discuter du mouvement au cours d'une "merguez partie".

Et les discussions ne manquent pas sur le mouvement. ses problèmes, le rôle reconnu par tous du Comité de grève mais aussi de l'attitude des organisations syndicales.

bre de grévistes commencent à se poser des questions sur l'attitude de la CGT.

Car si un certain nombre de militants CGT participent à plein à la grève et à son organisation, si la CGT se déclare pour le mouvement, si elle explique en assemblée générale: "Ceux qui veulent faire 24 heures les font, ceux qui ont choisi les débrayages font les débrayages, il ne faut pas opposer les formes de lutte", son attitude dans les secteurs est moins claire. Là bien des dirigeants CGT ne se limitent pas à une réserve prudente et il apparaît de plus en plus que la CGT pèse dans le sens de faire des débrayages limités ce qui revient dans les faits à s'opposer aux 24 heures.

Cette attitude de la CGT exerce bien sûr une pression sur le moral de certains grévistes, qui se posent la question d'arrêter les 24 heures pour faire des débrayages. Mais les plus combatifs savent que leur mouvement est fort parce qu'il est organisé à la base.

C'est l'assemblée générale qui décide, c'est le Comité de grève qui se charge de faire appliquer ses décisions, ceci n'est remis en cause par personne. Et tant qu'il y aura des grévistes décidés à continuer et à gagner, leur organisation est la garantie qu'ils pourront continuer aussi longtemps qu'ils le voudront.

Correspondant LO



# IQUIÈME SEMAINE DE GRÉVE



Hispano

### LA CGT NE POUSSE TOUJOURS PAS

Depuis l'appel à manifester avec les grévistes SNECMA jeudi 7 avril, la CGT considère que Hispano est dans la lutte. Comment? En appelant à des débrayages de deux heures ou de une heure.

Pourtant des travailleurs se sont exprimés publiquement et clairement sur le fait que la seule action sérieuse aujourd'hui, alors que la grève de la SNECMA entre dans sa 5e semaine, c'est de s'y joindre pour la renforcer en faisant les 24 heures reconductibles.

Des travailleurs, peu nom-

breux, ont voté cette proposition. Mais pour l'heure un certain scepticisme se fait sentir. «N'est-ce pas trop tard ?» Une petite minorité est toujours active. Sous une banderole «Pour les 1 500 F, des travailleurs d'Hispano», elle affiche dans les manifestations sa détermination et dans l'usine, dans les ateliers, à la cantine, elle se saisit de toutes les occasions pour gagner les travailleurs à l'idée d'entrer dans la grève avec les SNECMA.

Jusqu'à présent cette agita-

tion a au moins réussi à sortir quelque peu la CGT de son opposition ouverte à la perspective de se joindre à la grève de la SNECMA. Et à la «manifestation de l'aéronautique» il était bien visible que seules dans les entreprises de l'aéronautique où les travailleurs ont été visités par les grévistes, la CGT avait appelé les travailleurs à débrayer pour aller à la manifestation : la SOCHATA, Dassault... et Hispano.

Correspondant LO

Corbeil

### LA SYMPATHIE DE TOUS LES EMPLOYÉS

A Corbeil, même si, seul, un noyau fait les 24 heures reconductibles, les actions qui consistent à étendre le mouvement ont, chaque fois, attiré de nombreux travailleurs.

Les seuls à continuer à appeler aux 24 heures de grève et à défendre l'idée de l'extension sont les membres du Comité de grève qui participent à la Coordination des grévistes inter-SNECMA et la CFDT.

Les délégués CFDT font les 24 heures. Par contre seule une minorité des délégués CGT les font. Et pour cause, la CGT milite, plus ou moins ouvertement, pour d'autres formes d'action : par exemple ne faire que 2 heures de grève. C'est ce qu'elle défend dans les assemblées de secteur. Elle demande même à certains travailleurs qui font les 24 heures de ne faire que 2 heures.

Lundi 11 avril, à l'assemblée des grévistes, la CGT a été interpellée précisément par des travailleurs qui avaient été sollicités pour cesser les 24 heures et ne faire que 2 heures par jour.

Pour la visite à Dassault, la CFDT a participé largement, mais la CGT, elle, sans s'opposer ouvertement, n'a pas participé.

En tout cas la minorité qui est en grève totale, essentiellement dans les ateliers de production, a la sympathie et la solidarité des autres travailleurs du centre. Spontanément, des employés du bâtiment administratif ont organisé une collecte de soutien et ont déjà collecté quelques milliers de francs.

Correspondant LO

### **CHEZ RENAULT AUSSI, DES** TRAVAILLEURS EN GREVE POUR 1500 F

Le centre Renault, à Lardy dans l'Essonne, est un centre d'essais sécurité et antipollution moteur, plus de 800 personnes y travaillent.

Depuis lundi 11 avril, un service (0818, maintenance magasins mesures et gaz et moteurs), est en grève totale. Les 30 travailleurs revendiquent une prime mensuelle de technicité de 1 500 F et le paiement des heures de grève, ainsi qu'une augmentation du quota de formation, le maintien de certaines primes et leur revalorisation.

chef de service et le représentant de la direction nous donnaient leur réponse : «Non» sauf à la formation... et pour cause, car cela ne coûte rien... puisque il n'y en a pas!

Mercredi 13, dans un autre service, 0823, d'autres travailleurs, eux aussi réunis en assemblée générale, décidaient de se mettre en mouvement, en débrayant deux heures par équipe et par roulement, sur la prime de technicité de 1 500 F, le paiement des heures de grève et les

Le mardi après-midi, le revendications sectorielles. Jeudi 14, un autre secteur devait aussi poser ses revendications et notamment les 1 500 F.

> Pour l'instant, chaque secteur reste à part. Les syndicats apportent leur soutien, mais n'incitent pas à unir tous ces mouvements, alors que tous les services ont finalement une revendication commune, sous différentes formes: les 1 500 F.

> > Correspondant LO

### Mines de potasse d'Alsace

avait cédé une prime de F par mois. rattrapage des salaires, pour 1987, de 1097 F, bande des trois puits se sont réunis le 19 mars à l'initiative d'un militant syndicaliste pour revendiquer la modification de la grille des salaires.

• Après les débrayages correspond à une augde février où la direction mentation d'environ 800

Dans une chaude soixante mécaniciens de ambiance où certains parlaient de se mettre en grève tout de suite, les mécaniciens de bande, qui sont parmi les moins bien payés du fond, ont organisé un Comité de En valeur absolue, cela coordination des trois

### **OUVRIERS MENACENT** FAIRE GREVE

tous, la direction décla-

Entre-temps, mécaniciens de bande d'information.

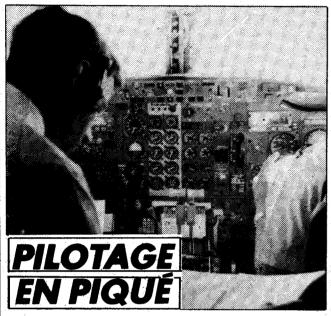
puits composé d'ou- d'un poste, puis de deux, vriers et de délégués. La puis de trois, décidaient un débrayage courait de direction a accepté de d'avancer comme revenrecevoir le comité la dication une augmentasemaine suivante et, pre- tion de 500 à 1000 F, à mière surprise pour discuter en assemblée générale, pour ne pas se rait que cela tombait couper des autres catébien que les ouvriers gories d'ouvriers. Ils veuillent modifier la décidaient aussi d'appegrille des salaires, car ler tout le monde à la elle le voulait aussi. Et la grève si la direction ne proposait nous donnait rien le 6 même de payer une jour- avril. Les syndicats née de congés aux CGT, CFDT et le ouvriers membres du Comité de coordination Comité de coordination, proposaient de débrayer et donnait rendez-vous une heure en fin de au 6 avril où elle propo- poste, la veille de la renserait sa nouvelle grille. contre avec le patron et des de faire des meetings

bouche à oreille et la quasi-totalité des mineurs de fond rentrèrent chez eux une heure plus tôt. Le lendemain, la direction proposait une augmentation de points par poste pour les 300 mécaniciens bande des trois puits, ce qui correspond à une augmentation qui va de 150 à 300 F pour la plupart. Et cela, dès le 1<sup>er</sup> avril. Elle proposait une nouvelle rencontre concessions qui ont été pour le 20 avril pour une faites sont loin du autre modification semblable de la grille des salaires. Tout le monde

Le bruit qu'il y avait était heureusement surpris, et la plupart des mineurs attribuaient cette «générosité» inhabituelle pour la direction à la proximité des élections présidentielles. Du coup les mécaniciens de bande disaient déjà que la prochaine augmentation du 20 avril, il ne faudrait pas qu'on laisse la direction faire traîner les choses comme elle l'avait fait jusqu'à pré-

> D'autant que les compte pour une véritable remise à jour des salaires.

### **GREVE à AIR INTER**



semaines de débrayages de minuit à 8 heures du matin, et de trois jours complets de grève du 10 au 13 avril, les syndicats des pilotes et mécaniciens en vol d'Air Inter ont décidé d'appeler de nouveau à une grève complète de trois jours du 20 au 22 avril, ainsi qu'à s'associer à l'appel du 19 avril lancé par les syndicats à l'adresse du personnel au sol avec pour objectif les salaires.

Les mouvements des pilotes et mécaniciens seraient, si l'on en croit la presse, «impopulaires», du moins auprès de cette catégorie sociale de gens «petit peuple... des nantis».

Toujours est-il que même si les pilotes et les mécaniciens ne sont pas au moins le mérite de les plus malheureux des salariés – loin de là –, ils luttent parce qu'ils risquent d'être traités comme les derniers des salariés, au moins sur un point : celui de l'emploi. Ils refusent le pilotage à faut mener la lutte contre deux de l'Airbus A 320, le camp des patrons.

Au terme de neuf prélude du pilotage à deux sur d'autres avions. Ils veulent maintenir un mécanicien à bord, alors qu'Air Inter, s'appuyant sur des pratiques déjà en cours dans d'autres pays, prévoit la suppression de ce poste.

Les pilotes et mécaniciens invoquent des problèmes de sécurité, et ils ont raison sans nul doute. Air Inter invoque des raisons de «rentabilité», de concurrence, et nul doute que le pilotage à deux soit un moyen de faire plus de bénéfice.

L'affaire d'Air Inter prouve que c'est à tous les niveaux que les salariés sont menacés de faire les qui prennent fréquem- frais de l'avidité des ment l'avion, composée patrons - privés ou de cadres et d'hommes d'Etat, c'est pareil - et d'affaires, tous gens du sont confrontés à l'accroissement des charges de travail et à la menace du chômage.

> La grève d'Air Inter a montrer clairement que tous les travailleurs sont dans le même camp. Reste à tirer la conclusion qui s'impose : que c'est ensemble, toutes catégories confondues, qu'il

### SNCF Villeneuve-Saint-Georges (94)



L'accident a eu lieu vendredi 8 avril, vers 14 heures, au Triage. Jacques Menguy, 38 ans, son service à la manœuvre cet aprèsaccrocher une machine des manœuvres. de manœuvre à un train de marchandises stationné, pour l'emmener sur les voies de départ, que l'accident a eu lieu.

Au moment où la machine (un Diesel 63000) a accosté le train, celui-ci est parti à la dérive au lieu de rester sur place. Jacques Menguy est passé sous la machine et est mort de ses blessures à l'hôpital.

Aujourd'hui, les cheminots posent des questions: comment se fait-il que le train ait pu partir à la dérive? Il est vrai

qu'une note de la direction incite clairement les cheminots qui vérifient les organes de sécurité père de famille, assurait des trains stationnés, à ne pas bloquer complètement les freins, «pour midi-là. C'est en voulant gagner du temps» lors

Aujourd'hui, chez les cheminots du Triage, les langues se délient en racontant comment, un jour, «on a frôlé l'accident»; comment, bien des fois, «c'est à la limite»; comment certains chefs et patrons poussent pour que le travail se fasse vite, pour que les trains partent à l'heure.

conscient que la suppression des effectifs est la cause essentielle de cet cheminots sont écœurés. accident mortel. En Et ils l'ont montré!

effet, avant, pour le même travail, il y avait deux cheminots au lieu ce deuxième cheminot aurait fait les signes nécessaires au mécanicien pour qu'il s'arrête, voyant notre collègue en difficulté. Il faut savoir que, de sa cabine de conduite du Diesel, le mécanicien ne peut voir l'agent qui fait l'atte-

Oui, la direction est responsable de cet accident mortel. Bien sûr, le patron cherche déjà à dégager sa responsabilité en la faisant porter sur notre camarade Et puis, chacun est mort. Mais que la SNCF prenne garde, l'émotion est grande au Triage, les

Le mercredi 13 avril, c'est à 300 venus du Triage, du dépôt, que d'un. Et il est évident nous nous sommes pour tout le monde que retrouvés au poste où le camarade s'est fait tuer, pour exprimer notre indignation. Nous avons alors décidé à l'unanimité de débrayer le jour des obsèques. Puis nous sommes tous allés dire au patron ce que nous avions sur le cœur. Et il n'en menait pas large, serré de près par les travailleurs. Il dut faire un effort d'écriture, pour rédiger son engagement à ne pas réduire les effectifs, à demander de l'embauche, à ne pas prendre de sanctions contre tous ceux qui venaient de participer à la manifesta-

**Correspondant LO** 

### sur le port de Marseille

### GREVE AUX ACMP-INDUSTRIE

Depuis jeudi 31 mars, le secteur industrie des Ateliers et Chantiers de Marseille-Provence est en grève. Les 100 ouvriers de secteur fabriquent des plates-formes offshore ou des tronçons de bateau. Y travaillent également beaucoup d'intérimaires et de sous-traitants. L'autre secteur des ACMP est chargé des réparations navales. 350 ouvriers environ y travaillent. Actuellement, il n'y a qu'un bateau en réparation, et bon nombre d'ouvriers de la Réparation sont chez eux.



### LES TRAVAILLEURS CONTINUENT A PROTESTER **CONTRE** LES LICENCIEMENTS

Depuis cinq mois, les ouvriers de Cléon ont engagé une série d'actions contre 220 licenciements. Même si les dernières actions ont été moins massives que celles de novembre et décembre 1987, plusieurs centaines de travailleurs continuent à participer à des débrayages et aux diverses actions proposées par la CGT.

donné la tactique des cage de la circulation. grèves tournantes qui enflammés.

ont eu lieu en mars 1988, Pâques, un débrayage a licenciés. la CGT a opté pour ce réuni 300 travailleurs Renault, ce sont les au- mêmes, ce n'est plus des ciements. tomobilistes - parmi les- lendemains qui chanquels aussi des travail- tent! Malgré tout, pen- façon entretient l'agita- vailleurs. leurs - qui ont été les dant deux heures envi- tion, elle ne fait rien

Après avoir aban- plus touchés par ce blo- ron, plus de 2000 travail- pour mettre en branle Après le lundi de se joindre au cortège des ble de faire gagner les

appelle des sur les deux équipes. En les derniers licenciés doi- en grève illimitée, les tra-«actions spectaculaires». fin de semaine, c'était vent être convoqués vailleurs Ces actions sont desti- une occupation symbo- pour signer leur départ avaient bien mieux à nées à attirer l'attention lique de la préfecture, et prendre les 50000 faire qu'à se cantonner à des médias sur la situa- par une vingtaine de francs de prime de des débrayages limités. tion à Cléon. La der- licenciés, avec quelques départ «volontaire»... Et plutôt que de bloquer nière semaine de mars; militants CGT, pendant Mais depuis le lundi 11 les ponts et la circulala sortie de l'autoroute, deux heures. Le ven- avril, 15 à 20 licenciés tion, il y aurait bien plus les carrefours et les dredi, les licenciés occupent le bâtiment de à attendre d'aller aux ponts à proximité de encore présents s'étaient la direction, soutenus portes des autres entrel'usine ainsi que les enchaînés pour aller par 200 à 300 travail- prises de la région pour entrées de l'usine furent défiler dans les ateliers. leurs par équipes, qui essayer de préparer une barrés par des pneus «Les travailleurs n'ont continuent de débrayer lutte à un tout autre rien à perdre que leurs et de montrer, avec les niveau. Car Renault ne Mais si cela ne chaînes» disait Marx. moyens que leur pro- reculera pas sans une dérange pas spéciale- Mais si la CGT leur pro- pose la CGT, leur indi- vraie grève, et c'est la ment la direction de pose de s'en mettre eux- gnation contre ces licen- crainte de l'extension

leurs ont débrayé pour une véritable lutte capatravailleurs de Cléon. A la date du 15 avril. Quand Chausson était qui est la meilleure arme Mais si la CGT à sa entre les mains des tra-

**Correspondant LO** 

Le 21 mars, les ouvriers des ACMP Industrie avaient voulu faire grève, car la direction ayant modifié le paiement du "pourcentage" (une sorte de boni) et supprimé une partie des primes, la paye avait baissé. La CGT avait stoppé le mouvement même son début pour ne pas gêner, disait-elle, des négociations en cours à la direction au Havre sur la coupure de l'entreprise entre les deux secteurs et le licenciement éventuel de 130 ouvriers de la Réparation navale.

Puis la CGT organisa des débrayages d'une heure, voire d'une demi-heure. Les ouvriers eurent le sentiment qu'on se moquait d'eux.

Et le jeudi 31 mars, ils entamaient la grève de leur propre chef. Depuis, le piquet de grève qui comprend, selon les heures et les jours, de 20 à 80 ouvriers, bloquent les portes de l'entreprise.

depuis D'ailleurs, quelques jours, deux portes sur trois ont été soudées et tout le monde se retrouve devant une seule porte.

Une partie des chefs se retrouve tous les jours de l'autre côté de la rue. Quant aux employés, certains se sont mis en grève, d'autres ont fait grève quelques heures. Des membres éminents de l'encadrement, voire le PDG lui-même, ont téléphoné chez eux à plusieurs reprises pour qu'ils reprennent le travail, leur poste étant (ils s'en rendaient donc compte!) très impor-

Les ouvriers demandent 6 % d'augmentation de salaire, et le rétablissement

forfaits-pourcentage, avec un minimum de 12

Mercredi 6 et Vendredi 8 avril, la CGT a appelé à une assemblée générale de la Réparation navale en "soutien aux grévistes de l'Industrie".

Le mercredi 6, elle organisait dans la Réparation navale, une journée de grève et proposait des grèves tournantes par corporation. Et elle expliquait que les problèmes posés par les grévistes étaient particuliers, ne concernaient que l'Industrie, et non la Réparation navale.

Quant à la direction, elle avait proposé le 1er avril d'augmenter dans l'année de deux fois 0,50 % et de donner 1% individuel sur la masse salariale. Ces propositions ont été rejetées par les ouvriers sans hésitation. Depuis, la direction de la CGT se plaint de ne pas trouver le dialogue. Elle a toutefois transmis plusieurs fois aux ouvriers le souhait de la direction, qui leur demande reprendre le travail, les négociations ne pouvant démarrer qu'après sa reprise. Et certains délégués essaient de convaincre les ouvriers de reprendre. Si les négociations n'aboutissent pas, on pourra toujours reprendre la grève disent les délégués les plus impopulaires. Les autres se contentent de transmettre sans donner leur avis.

Les ouvriers sont déterminés à poursuivre la grève. Ils viennent tous les matins, forment le piquet, discutent. Mardi 12, il y a eu une assemblée générale. Ils attendent les propositions de la direction.

Mercredi, la troisième porte était bloquée par les grévistes.

## FETE ANNUEL Lutte Ouvrière

les 21, 22, 23 mai

### la fête aura lieu comme les années précédentes, à Presles, dans le Val d'Oise à une trentaine de kilomètres de Paris

Vous pouvez vous procurer dès maintenant la carte de la fête auprès de nos militants.

ARREL AUX 43/5/5 Nous pouvons d'ores et déjà annoncer la participation de :

> SALIF KEITA, Chants et musique africaine

Jean-Pierre CHABROL dans son spectacle «Chabrol joue intensément»

**KERGRIST**, le clown Docteurchef

Sarah ALEXANDER

**IMPORT EXPORT (blues swing)** 

Toni GAMMA (variétés portugaises)



Notre fête, c'est trois jours de spectacle et d'animation, presque non-stop.

Chanteurs, orchestres, troupes de théâtre s'y succèdent sur des scènes aménagées.

Fanfares, animateurs, fantaisistes en tout genre, gens de cirque, s'y produisent aussi à l'improviste près des stands, au détour des allées.

La richesse de notre spectacle et de notre animation n'est possible, que parce que de nombreux artistes acceptent de venir réaliser leur spectacle bénévolement (ou le plus bénévolement possible).

Cette année encore, que tous les artistes qui veulent participer à notre fête, qui ont envie de rencontrer un public populaire et enthousiaste, nous fassent signe et nous écrivent bien vite à :

LUTTE OUVRIÈRE, Henriette MAUTHEY **BP 233 75865 PARIS CEDEX 18** 



### AUX CAMARADES ET AMIS DES AUTRES GROUPES

Notre fête est aussi l'occasion d'ouvrir le débat ou de le continuer avec tous les groupes politiques et les militants qui souhaitent exposer leurs idées et les défendre, dans la tradition de la démocratie ouvrière.

C'est pourquoi cette année encore, nous mettrons à la disposition des groupes politiques qui le désirent un stand où ils pourront exposer et diffuser leur presse.

Mais le nombre d'emplacements est limité. Il faut faire vite et adresser une demande à :

> **LUTTE OUVRIÈRE - Jean-Pierre VIAL BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### Dans les entreprise

A la SELNOR (filiale Thomson-Nord)

### 4 000 F PAR MOIS... **RAS LE BOL**

A la SELNOR (filiale Thomson, près de Lille), où l'on fabrique des réfrigérateurs et des congélateurs, 60 % des salariés (l'entreprise en compte presque 2 000, avec les intérimaires et les contrats à durée déterminée), ont moins de 4 000 F par mois, primes et ancienneté comprises.

Le jeudi 7 avril, une trentaine d'ouvriers, d'abord en tôlerie, puis en peinture - la totalité des ouvriers de ces deux secteurs - ont décidé d'arrêter le travail et de demander-800 F par mois. Les syndicats CGT et SLT (syndicat de lutte des travailleurs) majoritaires dans l'entreprise, reprenaient la revendication pour l'étendre à tous les travailleurs.

le lock-out pour tout le person- comme ça». nel ouvrier.

Lundi et mardi, la situation restait inchangée. La direction refusait de négocier tant que le travail n'avait pas repris, et pour le mercredi, elle se préparait à lever le lock-out «pour voir qui est réellement gréviste».

Elle a vu : à 5 heures du matin, ce mercredi, aux propos de la direction selon lesquels la journée complète serait payée si... le travail reprenait à partir de 11 h 15, les travailleurs ont répondu par la grève. L'équipe du matin, à près de 400, l'a votée à mains levées, à l'appel des syndicats CGT et SLT. Et l'équipe d'après-midi ne reprenait pas le travail non plus.

Les grévistes disent qu'il faut «tenir», car «de toute La direction a répondu par façon, ça ne peut plus durer

Correspondant LO

### Le Crédit ne perd pas le Nord

La succursale de Roubaix formés d'office en clients oblidu Crédit du Nord a envoyé aux titulaires de petits comptes jugés non rentables, une lettre pour leur demander de se retirer et elle les a priés de rendre leurs formules de chèques et de cartes de paiement. Initiative qualifiée de «maladroite et trop brutale» par la maison mère... après que les premières protestations se soient faites entendre dans les grands moyens d'information.

quiers au moment où les travailleurs se voyaient tous mensoixante-dix, et de ce fait trans- lantrop...d'fric!

gés des banques.

Oui, «notre» argent les intéressait alors... car même si on en avait peu, ça se cumulait... Et ils ramassaient tout ce qu'ils pouvaient, les salaires des ouvriers et employés, les pensions des retraités, les tirelires des gosses...

Mais maintenant qu'avec la crise, le chômage, les salaires tellement justes, les comptes en banque des travailleurs sont de «Votre argent m'intéresse», façon endémique à découvert, disait la publicité des ban- on ne les intéresse plus. Mais plus du tout! Du balai! On peut crever! Les banques ne sualisés au début des années sont pas des associations phi-

### Le virus du rond-de-cuir : incurable

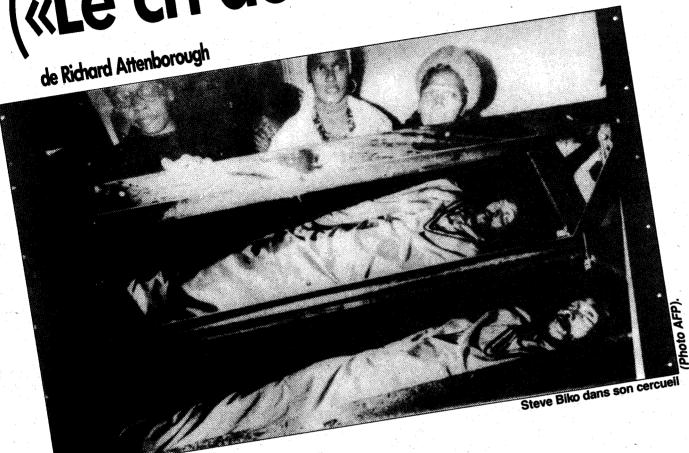
Didier Hutin, un jeune insti- années, sans les titulariser, ou tuteur atteint du SIDA, dont la de refuser la titularisation à presse a parlé parce qu'il a lutté, avec le soutien des parents d'élèves, pour pouvoir continuer à travailler, continuera donc à enseigner à l'école de Neuilly où il a été nommé comme stagiaire. Mais l'administration, elle, vient de se donner deux ans pour dire si elle acceptera ou pas sa titularisation. Et à première vue, ce serait plutôt non.

vieille façon qu'ont les patrons bureaucrates de l'Education de l'Education nationale de nationale ne sont pas plus faire travailler des gens des salauds qu'imbéciles !

ceux qu'elle déclare malades et donc inaptes... Inaptes à bénéficier des quelques avantages de la titularisation, mais pas inaptes à l'exercice des fonctions!

Mais là, comme dans tous les cas où la maladie risque de progresser plus vite que la titularisation, la seule question qu'on se pose encore - vaine-C'est déjà scandaleux, la ment - est de savoir si les

«CRY FREEDOM» («Le cri de la liberté»)



Nous sommes en 1977, en Afrique du Sud. La misère saute aux yeux: avoir la peau noire, cela veut dire aussi bidonville, pauvreté, absence d'hygiène, quatre planches et de la tôle ondulée en guise de maison. Mais même ces quatre planches sont interdites. Des bulldozers et des matraques policières se chargent de les détruire avec une violence cynique et calculée.

Steve Biko a-t-il été arrêté lors de la rafle qui a accompagné la destruction du bidonville? C'est ce que se demandent des militants noirs. On découvre alors ce jeune militant, fondateur et dirigeant du mouvement noir sud-Noire», militant pour l'égalité des droits entre Noirs et Blancs, dont le principal objectif était de redonner leur dignité aux Noirs face au monde des Blancs. Il est assigné à résidence et sous surveillance constante de la police.

Nous découvrons ce militant par les yeux de Donald Woods, rédacteur en chef d'un journal libéral blanc. Ce journaliste blanc va sortir de sa maison luxueuse avec jardin, piscine... pour se plonger dans le monde où vit Steve

Biko: misère, humiliations, répression. Mais aucune résignation. Steve Biko, qui continue malgré son assignation à résidence de circuler clandestinement pour répandre l'idée qu'il ne faut plus vivre à genoux, est comme chez lui dans le ghetto noir, protégé, chacun s'ingéniant à mener la police sur de fausses pistes pour permettre à Biko de circuler librement.

Donald Woods se lie peu à peu d'amitié pour ce militant courageux, déterminé, en même temps qu'il découvre ce que signifie être noir en Afrique du

Ce libéral blanc découafricain «la Conscience vre en même temps qu'il vit sous un régime de répression permanente... pour les Noirs, répression qui prend souvent des voies extra-légales, la police officielle se transformant de nuit en commandos punitifs contre les militants. Il reste toutefois rempli d'illusions pacifistes allant jusqu'à intercéder auprès de Kruger, ministre de la Police, responsable du massacre de Soweto en 1976 (retracé à la fin du film) et responsable du futur assassinat de Steve Biko.

Mais la répression ne fait pas taire la population noire: une rencontre de foot attire une foule de supporters... qui se transforment en chauds participants d'un meeting contre le pouvoir. Le leader noir est arrêté ? La salle du tribunal se transforme en tribune contre le pouvoir et les juges blancs sont tournés en ridicule.

Steve Biko représente l'aspiration des Noirs pauvres à la liberté, liberté d'être logés correctement, de se vêtir décemment, de travailler à droit égal avec les Blancs. Pour cela il devient la cible de la police qui l'arrête lors d'une de ses échappées clandestines et le torture à mort. Le communiqué déclare qu'il est décédé d'une grève de la faim... puis d'un traumatisme cérébral, mais que rien ne prouve que quelqu'un soit criminellement responsa-

Cet assassinat provoque la mobilisation de la population noire. Il fait aussi basculer Donald Woods dans le camp des Noirs. Dans ce combat, il rencontre aussi la répression, l'intimidation. Car, même craties occidentales n'ont quand on est blanc, il ne pas levé le petit doigt. Et fait pas bon vivre en Afri- pour cause!

que du Sud lorsqu'on ne partage pas le conformisme social et raciste anti-noir, il ne fait pas bon être simplement libéral, transgresser les barrières raciales ou manifester son désaccord avec le système. Donald Woods a voulu en témoigner par un livre racontant la vie de Steve Biko (Vie et mort de Steve Biko dont le film s'est inspiré), et il est obligé de fuir, avec sa famille, pour l'édi-

Le journaliste blanc, dont l'itinéraire militant remplit la deuxième partie du film, est un libéral généreux mais plein d'illusions, d'abord en la possibilité de modifier le régime sudafricain puis, une fois ces illusions tombées, dans le rôle que pourrait jouer l'opinion internationale, par la pression des «démocraties occidentales» sur le régime raciste.

Pourtant, durant ces années 1976 à 1978, comme aujourd'hui, alors que des centaines de militants et de manifestants étaient assassinés en prison ou fusillés lors de manifestations, des protestations platoniques, les grandes démo-

Le cri de la liberté est un film à voir. C'est un cri de colère, de courage et de dignité contre le système de discrimination raciste méthodique qui existe en Afrique du Sud, contre ce régime où, à quelques rues de distance, cohabitent le luxe pour les Blancs et la misère, le sous-développement, la répression sanglante pour les Noirs. Un régime dont les crimes continuent. Un

régime qui fait assassiner dans le monde, par ses services secrets; qui condamne à la pendaison, là-bas, comme en sont à nouveau menacés six militants après tellement d'autres, les «six de Sharpeville».



Une longue liste de noms (la plupart des Noirs) de morts en détention en Afrique du Sud, exposée au fronton d'une église anglaise.

Le régime raciste sudafricain est un de ces gendarmes qui aident les grands trusts occidentaux à toucher les royalties de leurs capitaux investis. Ces bidonvilles, cette misère, cette oppression, chaque «démocratie occidentale» en récupère sa part, qui en Amérique latine, qui en Afrique, qui ici et là, que l'exploitation de classe soit accompagnée ou pas de lois raciales.

Mais si ce film montre une chose, c'est la force immense de la population noire pauvre provoquée par la misère et l'Apar-

theid, la force gigantesque, l'énorme potentiel révolutionnaire que représente cette communauté noire ouvrière, ou plus exactement qu'elle représenterait si elle pouvait et voulait non seulement faire sauter les lois de la ségrégation raciale, mais bouleverser toute la société, changer le monde entier, contribuer à liquider l'exploitation économique et sociale avec la ségrégation raciale qui est une de ses manifestations les plus barbares et archaïques.

### A lire sur la période

 Vie et mort de Steve Biko, de Donald Woods, aux éditions Stock, livre à partir duquel a été fait le film.

- Les enfants de Soweto, de Paul Bernetel, aux éditions Stock, Collection «Grands sujets».

#### Dans le courrie PArlette

### A propos du «Château de Presles»:

### ARLETTE LAGUILLER MÉCÈNE ET CHÂTELAINE ?

Fac-similé de la déclaration d'Arlette Laguiller auprès du Conseil constitutionnel

Je sousopnée LAGUILLER Arlette, Yourne, d'avan bien immable on fand de commerce, ni de valeur mobilieres -Cethfic east et mare Fait a Paris le 7 soil 1989\_ State Legistle

### Arlette Laguiller vient de recevoir cette lettre :

Madame,

Je suis une «travailleuse» sociale en retraite depuis un an et c'est pourquoi ma longue expérience me fait trouver vos discours inadaptés aux réalités. Vous répétez depuis plus de dix ans les mêmes paroles sans les approfondir, ce qui nuit considérablement à votre sincérité.

...Mais ce n'est pas en teneur des discours que teau de Presles»? je vous écris.

naissez?

sente auprès de mes grands-parents des vamerveilleuses, cances la dernière guerre. Le dimanche, à la messe, les bancs du «château» étaient remplis, la famille laine.

forêt vierge.

Heureusement, murs rebâtis. De grands éclairages installés le long de l'allée principale tions distinguées. conduisant au château (sur la garenne).

Quel mécène?

Arlette : Laguiller! telaine : vous ne voyez que nous. combles?

expliquez (répondant à des fleurs.

la question) que les frais de votre campagne électorale sont payés uniquement par les «travailleurs qui vous font confiance». D'accord. Sont-ce ces mêmes travailleurs qui vous ont offert ce château?

Chaque année une petite affiche nous «tirait l'œil» : «Lutte Ouvrière vous invite à sa fête annuelle à Presles». Sans autre indication de lieu. critique littéraire de la Honte d'écrire «au châ-

Nous connaissons Presles... Vous con- trop Presles, nous, pour ne pas arriver à trouver Pour moi, cela repré- l'endroit. Aurions-nous pu penser au château et ses hectares?...

Alors nous avons quoique simples, avant cherché... et trouvé. J'attends avec impatience votre réponse et vous en remercie.

A bientôt donc de de Galard était châte- vous lire - encore mieux une bonne et sincère Les temps ont passé explication sur les ondes où les anciens ou actuels - car vous devez bien aristocrates n'ont plus eu penser que je ne suis pas les moyens d'entretenir la seule à connaître Preschâteau et terres, et Pres- les et pour notre part, les voyait le parc devenir nous avons contribué à une large information. un Vous pourriez ainsi metmécène arriva : tout fut tre les choses au point défriché, petites portes et pour tout le monde, ce grandes grilles refaites, qui serait tellement

Recevez mes saluta-

Mme H. Résidence... Puteaux

Avouez! Je trouve cela P.S. Vous avez deviné, je rudement drôle et j'en suis de «droite». mais des souris en l'écrivant. connaissances de gauche Madame Laguiller, châ- ont été aussi étonnées

pas là le comble des P.S.-2. La maison de mes grands-parents: sur la Sur toutes les chaînes place de l'Eglise; toute de télévision vous nous transformée, on y vend

### RÉPONSE D'ARLETTE LAGUILLER

Madame.

Vous êtes de droite, et c'est votre droit ; vous avez la nostalgie du temps des aristocrates. et c'est encore votre droit ; je suis, cela va sans dire, pour la plus grande liberté d'opinion.

Vous regrettez votre jeunesse et les églises d'alors, et humain.

Mais j'ai bien peur qu'il faille vous faire à l'idée que ni le temps des aristocrates, ni celui de votre jeunesse, ne reviendront jamais. Les châtelains qui faisaient la charité et paradaient, le dimanche matin, devant les yeux émerveillés des petites filles des gens du peuple, appartiennent à une autre époque, comme vous le dites. Ils ne peuvent plus entretenir leurs châteaux, ils ont été obligés de les vendre à des gens de la bourgeoisie ou à des sociétés qui s'en servent pour recevoir leurs clients ou encore, pire certainement pour vous, à des comités d'entreprise, ou à des colonies de vacances. Il faut donc vous faire une raison, Ma-

Cela dit, le «château de Presies», comme vous l'appelez, et que je connais bien, effectivement, ne m'appartient pas, et je ne suis pas le mécène que vous voudriez que je sois. L'organisation dont le suis la porte-parole, Lutte Ouvrière, loue cette propriété à ses actuels propriétaires, pour y faire sa fête annuelle. Cela, vous en avez connaissance, pulsque vous avez vu chaque année les affiches concernant cette fête.

Et vous m'écrivez que vous connaissez trop Presies pour ne pas arriver à trouver l'endroit,

donc que vous avez cherché... et trouvé!

Il n'y a pas tellement là de quoi vous vanter, ni vous prévaloir d'une quelconque perspicacité particulière. Parce que, chaque année, 30 000 personnes environ, de toute la région parisienne et de province, dont tous les habitants de Presles et des environs, depuis presque dix ans, trouvent l'endroit et le connaissent.

Il vous aurait suffi, d'ailleurs, d'y venir un week-end de Pentecôte, et des flèches vous auraient conduite, sans effort, depuis Paris et bien sûr dans Presies.

Quant à ne pas vouloir appeler ce terrain un château, figurez-vous que nous n'aimons ni les aristocrates, ni ceux qui les aiment, ni les châteaux. Pour nous, cette construction, qui se situe sur un terrain qui seul nous est vraiment utile pour notre fête, est une horrible bâtisse, prétentieuse et laide, à l'image de ceux qui l'ont faite construire sans doute.

Quant au parc dont vous parlez, sachez que nous en utilisons moins de la moitié puisque le terrain a été vendu en deux lots par ses anciens propriétaires. Ajouterais-je que connais, bien sûr, les actuels propriétaires, ils sont dix, et que la valeur actuelle de ce «château» et de ce «parc», entièrement inconstructible, n'atteint pas le prix de certains des appartements de la résidence où vous habitez à la Défense et peut-être même du vôtre.

Enfin, puisque je voudrais ne vous faire grâce de rien, j'ajouterai que les grilles (où avez-vous vu de grandes grilles ?) refaites, les murs rebâtis, les grands éclairages installés le long de l'allée principale conduisant au château (et ailleurs) ont été intégralement réalisés par du travail volontaire, samedis - dimanches, et durant leurs vacances, par les camarades de notre mouvement.

Dirais-je encore, que cette fête est destinée à contribuer au financement de notre organisation politique, et que bien entendu tous ces travaux font partie des investissements nécessaires à la tenue de cette fête et que les dépenses en matériel, autres que ce travail volontaire, ont été prises sur le budget de cette fête.

**Etes-vous satisfaite?** Certainement pas, car rien n'arrête l'hypocrisie méchante.

Vous ne me croyez pas? Soit. Mais cette année, la législation fait obligation à tous les candidats à l'élection présidentielle de faire état de leur patrimoine, avant l'élection auprès du Conseil Constitutionnel. Je n'ai pas de secret. Vous trouverez le fac-similé de ma déclaration en annexe. J'aurais pu mentir au Conseil Constitutionnel? Oui, vous pourrez toujours le dire car rien n'arrête, nous le savons depuis le Barbier de Sé-

ville, la calomnie... surtout sous de grands airs.

Mais peut-être pourriez-vous demander à vos amis politiques de rendre publique eux aussi leur déclaration, eux qui ont décidé que cette déclaration ne serait rendue publique que pour l'élu. Ecrivez-leur pour leur dire d'en parler, sur leur temps de parole, eux qui en ont tellement, contrairement à moi.

Enfin, vous persiflez que, étant de droite, vous avez cependant des connaissances de gauche, et que vous pourriez donc répandre ce mensonge que vous faites semblant de tenir de première main, mais qui, croyez-moi, dure depuis des années.

Aussi pour vous éviter cette peine, je me ferai un plaisir de publier votre lettre, ainsi que cette réponse, dans un prochain numéro de l'hebdomadaire de notre mouvement, que vous pourrez trouver dans les bons kiosques pour la modeste somme de 8 F.

Veuillez m'excuser, Madame, de ne pouvoir vous adresser les salutations de la châtelaine que vous croyez, ou faites semblant de croi-

Arlette LAGUILLER

### POUR EREPARER BAFFIE

Que nos camarades et amis n'hésitent pas à placer des cartes auprès de tous ceux qui, comme cette dame. souhaitent trouver le «Château d'Arlette» et ne savent pas où le chercher. Nous irons même jusqu'à accepter leur argent.

### LA SOUSCRIPTION

Total à ce jour : 1113801 F

La souscription a rapporté à ce jour la somme totale de 1 113 801 F.

Nous continuons à avoir du retard dans la publication des listes de souscription, faute de place. Mais ne vous inquiétez pas, tout sera intégralement publié dans les numéros à venir de Lutte Ouvrière!

Souscrivez si vous ne l'avez pas encore fait, et faites souscrire autour de vous. Nous avons besoin de votre soutien financier, pour donner à Arlette Laguiller des moyens supplémentaires de mener sa campagne... et aussi pour savoir que vous êtes nombreux à vous reconnaître dans ce que dit Arlette Laguiller, et nombreux à vouloir que sa campagne soit entendue!

REGION PARISIENNE: Renault-Billancourt: Daniel: 50 F. Philippe: 50 F. M.L.: 200 F. Ile Seguin: Charlot: 100 F. Roger: 200 F. Dababi: 50 F. Soutien Arlette: 50 F. Allouche: 20 F. Ali: 20 F. Hamdan: 30 F. Jean-Pierre: 20 F. Ajedine: 25 F. Houabi: 20 F. Murta: 20 F. Manu: 30 F. Baboja: 10 F. Dahmani : 50 F. Zami : 15 F. Mastar : 50 F. Beritelki : 20 F. Bessadi : 30 F. Baba : 20 F. Laouziri: 20 F. Boukhrouf: 20 F. Ali: 20 F. Akli: 20 F. Belmouth: 20 F. Un travailleur: 30 F. Un contrôleur: 20 F. Traore: 20 F. Snoussi: 15 F. Lahoucine: 15 F. Chibani: 15 F. Un travailleur: 30 F. Yah Yah: 20 F. Fall: 15 F. Un travailleur: 20 F. Mohamed: 20 F. Bouzeboudja (2e fois): 40 F. Ahmed: 20 F.

## Le livre d'Arlette LAGUILLER «Il faut changer le monde»

Arlette Laguiller vient de faire paraître un livre, Il faut changer le

Un programme, le courant révolutionnaire socialiste que représente Arlette Laguiller en a un, et depuis longtemps: c'est le programme socialiste, communiste. Le vrai... pas celui, trahi et galvaudé des sociaux-démocrates ou des sta-

Evidemment, ce n'est pas un «programme électoral», une collection de promesses faites avant les élections pour être oubliées ensuite. C'est un programme qui vise à la

transformation socialiste de la société, tel qu'on peut le concevoir à notre époque, en fonction des connaissances scientifiques et techniques actuelles.

Car, comme l'écrit Arlette Laguiller dans la préface de ce livre : «Je sais, par le courrier que je reçois, comme par les questions que l'on me pose dans les meetings, que bon nombre de travailleurs souhaiteraient en savoir plus sur ce que pensent, ce que veulent, les révolutionnaires socialistes.

En écrivant ce livre, qui se présente comme la réponse des révolu-

tionnaires socialistes aux propos que les hommes politiques et les intellectuels de la bourgeoisie tiennent en cette période de crise (en les présentant souvent comme des idées «neuves»), c'est à ces travailleurs que je pensais. C'est à eux tous qu'il est fraternellement dédié».

Un livre à lire, à faire lire...

Il faut changer le monde, Arlette Laguiller, édité par Lutte Ouvrière, 196 pages, 35 F, en vente dans les kiosques, et chez les marchands de journaux. (S'il n'y est plus, vous pouvez le commander).

# SOUSCRIVEZ, NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER

Bouadi: 10 F. Diara: 20 F. Ali: 25 F. Djamel: 20 F. Male: 20 F. Un contrôleur: 20 F. Un travailleur: 20 F. Un contrôleur du 12: 30 F. Taïeb: 20 F. Youssef: 25 F. Abdel: 20 F. Ali: 20 F. Mohamed: 25 F. Rabah: 30 F. Un travailleur: 25 F. Diallo: 20 F. Ahmed: 20 F. Larbi: 20 F. Un travailleur: 25 F. Camara: 20 F. Ali (2° fois): 15 F. Rabah: 15 F. Mohamed: 20 F. Un contrôleur: 25 F. Akli: 25 F. Amar: 20 F. Moussa: 20 F. Toure: 20 F. Un travailleur: 25 F. Rabah: 15 F. Brahim: 20 F. Mabrouk: 20 F. Tchibozo: 100 F. Un travailleur: 15 F. Pierrot: 10 F. Boumedienne: 20 F. Hocine: 20 F. Un travailleur: 20 F. Ahmed: 20 F. Ali: 25 F. Un travailleur: 20 F.

CTR Rueil: Jean-Pierre: 200 F. Lucien: 20 F. Sympathisant: 42 F. Jean-Pierre: 100 F. Eric : 30 F. Daniel : 50 F. Patrick : 30 F. Dominique : 25 F. Gégé : 12 F. Jean-Luc: 100 F. Gault: 50 F. Loïc: 400 F.

General Motors Gennevilliers: Souaibou: 5 F. Anonyme: 10 F. Un technicien: 20 F. Roussillat : 50 F. Begue : 100 F. Un contrôleur : 10 F. Un technicien : 50 F. Samir: 50 F. Saïd: 10 F. José: 25 F. Anonyme: 10 F. Un technicien: 50 F. Une

ouvrière: 50 F. Un ouvrier: 25 F. Un technicien: 20 F. Un ouvrier: 20 F. Crédit Lyonnais (Paris): Un camaçade: 1000 F. Muriel: 50 F. Martine: 10 F. Blon J.-P: 200 F. Penard: 200 F. Alain Arandel: 50 F. Gustave: 100 F. Bernard: 50 F. Mireille: 50 F. Collecte C.L. siège: 390 F. Inène: 150 F. Gobbi Patrick: 50 F. Crédit Lyonnais Levallois: Parois: 100 F. Teddy: 100 F. Deleplanque P.: 100 F. Cl. Guimard: 50 F. Mimi: 130 F. Une employée: 50 F. RATP Réseau Ferré: Roland: 50 F. Daniel: 15 F. Didier: 50 F. Chéché: 20 F. Plancy: 12 F. Olmedo: 30 F. Jean-Louis: 20 F. Laffite: 30 F. Thyerry: 30 F. Chartier:

Air France Orly: Eric: 10 F. Christian: 20 F. Julien: 10 F. Baloo: 10 F. Maurice: 10 F. Un menuisier: 10 F. Eric: 20 F. Le Belge: 10 F. Patrick: 10 F. Pascal: 30 F. Anonyme: 50 F. Hamrouni: 50 F. Bourrier: 50 F. Marché Nanterre: 5 F. Aulnay Ancien locataire: 300 F. Sylvie: 200 F. Anonyme soutien: 100 F. Valérie: 400 F. Régis: 100 F. Stéphane: 50 F. Employée Belin: 100 F. Philippe Torres: 300 F. Aurore: 100 F. ICE: Boyer, Général, Duprez: 150 F. Mougel: 30 F. Vente St Michel: 42 F. Thébert: 50 F. Un travailleur de Sciaky: 50 F. Alain: 20 F. Fontenay: Thérèse: 10 F. Catherine et Carlos: 150 F. Rids: 27 F. Lycée St-Lambert (Paris): Lucette: 50 F. Bernard: 10 F. Patrick: 50 F. Madeleine: 50 F. Communistes réunionnais : 750 F. Provost : 100 F. Un ouvrier : 50 F. Un autre: 50 F. Un travailleur de l'Aigle: 50 F. Gérard: 200 F. Lycée Louis Arago (Paris 127): Vareillas: 100 F. Sutton: 100 F. Claire et Jo: 1000 F. Sylvain: 200 F. Grau: 100 F. Panouillé: 100 F. Maurice (Marché de Meaux): 50 F. Benoît Janin : 50 F. Marché Coulommiers : 10 F. Lardy Aline : 50 F. Kari M'madi : 20 F. Jocelyne, agent de service: 22 F. Charlotte, lycéenne: 50 F. Une copine: 500 F. Paris Sorbonne: Dambel Valérie: 20 F. Catherine Daluz: 100 F. Rachid: 20 F. Boulva P.: 100 F. Soutien lors d'un collage: 10 F. Michèle Astruc (93 Pavillons

Isabelle (Censier): 50 F. Pierlime: 50 F. Werthle Luc: 200 F. B. Véronique: 100 F. Agnès: 50 F. Vincent (FJT Aubervilliers): 50 F. Eric K.: 100 F. Rodriguez Alain: 50 F. Frédéric: 250 F. Bertrand: 200 F. Anonyme: 100 F. S.P.: 50 F. Un étudiant iranien : 200 F. A.M., étudiante médecine : 70 F. Emmanuelle : 200 F. A.M.: 70 F. Antoine: 50 F. Abdelhafid: 80 F. Jean-Louis: 90 F. Stéphane: 50 F. Bon courage, Zala: 100 F. Anne, élève-institutrice: 100 F. Une sympathisante: 300 F. Une sympathisante: 50 F. Emmanuelle 200 F. Legendre 250 F. Un sympathisant: 200 F. Martine: 100 F. François: 200 F. Prosillon: 50 F. Un sympathisant: 50 F. Le Gall Michel: 20 F. Calvez Alain: 50 F. Les épaves : 100 F. Romain 35 F. Une cartouche de Gauloise : 50 F. Un prof. : 70 F. Encrevée du capitalisme...: 50 F. Lycée Fustel de Coullange (Massy): 3 sympathisants d'Arlette: 500 F. Didier: 50 F. Kamel: 100 F. Catherine: 50 F.

Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre d'ARLETTE LAGUILLER, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX

Marie: 200 F. Françoise: 100 F. Jean-Marie Turcellin: 300 F. Une retraitée: 30 F. Des parents: 100 F. Blanchard: 50 F. Auzan: 50 F. Le Bihan: 30 F. Une désespérée: 50 F. Targorola: 100 F. Une sympathisante: 50 F. Jean-Sébastien: 100 F. Simone: 450 F. John: 150 F. Alain: 200 F. F. Cavalier: 200 F. Un ouvrier: 100 F. Un employé: 200 F. Pour la démocratie: 100 F. Une copine: 200 F. Clichy : Léo de Clichy: 100 F. Benoît: 50 F. Denise pour les bolchos: 50 F. Annie la rouge: 50 F. Nono l'unitaire: 50 F. Dodo de Mantes: 50 F. Amhid de Clichy: 100 F. Jean-Luc PTT: 100 F. Mireille: 20 F. Retraité: 100 F. Un imprimeur: 50 F. Alain: 100 F. Marie-Jo: 50 F. Sylvie: 50 F. Jean-Claude: 200 F. Patrick (enseignant): 200 F. (Bernay) Cécile: 100 F. Sabine: 1200 F. Raoul (encore):

Hôpital Saint-Antoine: Yvette Lacarrière: 300 F. Michèle: 200 F. Lycée Charlemagne Paris: Perret: 100 F. Wissard: 20 F. Séverine: 300 F. M.G.: 200 F. Jérome (Lyon): 500 F. Boisson: 100 F. Pierre: 50 F. PARIS: Agnès: 100 F. Dominique: 50 F. Isabelle: 50 F. Guiguine H.: 50 F. Duran P.: 100 F. Guye Nadia: 100 F. Anti Chirac: 100 F. Lulu: 50 F. Madeleine: 50 F. Marie Lys: 50 F. Froher: 50 F. Dupré: 200 F. Pour arrondir: 50 F. Patricia: 100 F. Josiane: 100 F. Nicole: 50 F.

Thomson CSF Velizy: Un travailleur du contrôle: 100 F. Un technicien: 50 F. Un travailleur: 100 F. Claude: 100 F. Denise: 50 F. Manuel: 20 F. ZI Trappes:

Jean-Baptiste (Lycée Charlemagne): 50 F. J.R.-M.P. (L'Etang-la-Ville): 200 F. C.: 20 F. Pour tes idées: 100 F. Les petits ont de l'espoir! André: 100 F. Anne:

Simeca Trappes: Christophe: 20 F. Guitounet: 50 F. Christian: 100 F. Jaham:

EPINAY-SUR-SEINE : Evelyne (enseignante) : 100 F. Roland : 150 F. Sylvie : 100 F. Annie : 150 F. AULNAY-SOUS-BOIS : Franckie : 300 F. La frangine : 100 F. Freddo: 300 F. Annie: 200 F. Suzie: 100 F. LA COURNEUVE: Marie-Luce: 100 F. Ali: 100 F. NANTERRE: Martel PTT Nanterre: 100 F. Maryvonne: 400 F. AMIENS: Line Lerdex: 40 F. Odile et Robert: 100 F. Sylvie : 50 F. Un ami: 100 F. Pour Arlette: 50 F. Guy: 10 F. Militant FO: 10 F. Patrick: 10 F. René-Jeanine : 200 F. Un ouvrier de la machine-outil : 50 F. Franck : 300

MONTPELLIER: Un fils d'immigré italien: 200 F. Un élève infirmier: 50 F. Un jeune couple pour la bonne cause : 100 F. Yves et Laurence : 50 F. Un SIVP : 100 F. Jean et Brigitte: 100 F. Thierry et Cie: 100 F.

VIERZON: Husserot Daniel: 100 F. Un instituteur: 100 F. Unimétal GANDRANGE: Thierry: 100 F. Max: 50 F. Jean-Paul: 50 F. Pierre: 50 F. Un pontier: 50 F. Un pocheur: 20 F. Un pocheur: 20 F. Un pocheur: 50 F. Un préretraité: 50 F. Un pontier: 20 F. Un pontier: 20 F. Marcel: 20 F. Nanard: 50 F. Un couleur: 20 F. THIONVILLE: Un copain: 200 F. Arlette: 20 F. Lydie: 10 F. Nicole: 50 F. Denis: 50 F. NANCY: Paulette: 150 F. Franck: 50 F. Albertine D.: 200 F. Chantal: 200 F. B. Schmitt: 100 F. Chu BRABOIS: Maryse Preynat: 50 F. Monique Halma: 50 F. René Diller, un gaulliste pour la démocratie:

LIMOGES: Olivier (1er versement): 40 F. Céline: 50 F. Cheminot: 30 F. Cheminot: 50 F. Cheminot: 50 F. Cheminot: 50 F. Jonio: 25 F. Marcelle: 30 F. J.P.M.: 20 F. Jean-Marie: 20 F. Pour Arlette: 100 F. Eric: 200 F. Marie-Thérèse 300 F. Instit.: 50 F. En soutien: 50 F. BOURGES: Mireille C.: 100 F. Monique, acompte: 200 F. Jolivet Françoise: 200 F. Pour que ça change! Un soutien: 25 F. Monin: 50 F. Castilla: 50 F. Philippe Bodin: 100 F. SAINT-SATUR: Un travailleur de la FASS: 50 F. P. de la FASS: 50 F. MAREUIL: Michel Becker, 3e versement: 200 F. Françoise Moreuil: 50 F. ROSIERES: Mallet Marc: 30 F. Amezquiti: 50 F. André: 20 F. NEVERS: Elisabeth: 30 F. Une copine: 20 F. Quelqu'un: 20 F. Ouvrier Kléber: 30 F.

À NOS LECTEURS : de même que notre tarif de vente au numéro a augmenté, passant de 6 à 8 F, notre tarif d'abonnement sera relevé de 180 F à 250 F.

Cependant, cette augmentation n'aura lieu que le 1er mai prochain. Jusqu'à cette date, tous les abonnements ou réabonnements bénéficieront encore de l'ancien tarif.

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)
LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage
de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.
Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la poliution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un

autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865.

ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur démande. ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE

(mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F Tarifs pour l'étranger sur demande.

PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. \_ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1" janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 22 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n°

# LE DÉTOURNEMENT DE L'AVION KOWEÏTIEN

A l'heure où nous écrivons, on ne sait pas encore quel sera l'épilogue de l'affaire du détournement du Boeing des Kuwait Airlines qui a mené cet avion de l'aéroport de Meched, en Iran, à celui de Larnaca à Chypre, puis à celui

Les auteurs du détournement réclament la libération de dix-sept militants intégristes emprisonnés au Koweit après des attentats commis en 1983 contre les ambassades américaines et françaises. La méthode de la prise d'otages est bien sûr odieuse; la presse du monde entier, en relatant l'évènement, peut tenir ses lecteurs en haleine et condam-

ner, une fois de plus, le «terrorisme» utilisé contre les

passagers innocents d'un avion. Mais au Moyen-Orient, c'est la guerre. Une guerre qui fait chaque jour des milliers de victimes aux confins de l'Irak et de l'Iran, et qui se traduit notamment par le bombardement des quartiers populaires de Téhéran ou l'emploi des armes chimiques au Kurdistan irakien. C'est la guerre aussi au Liban, depuis plus de treize ans maintenant. C'est la guerre en Cisjordanie et à Gaza où depuis quatre mois un peuple, à mains nues, affronte la répression de l'armée israélienne.

Ces guerres ont lieu en grande partie pour défendre les positions, les capitaux occidentaux et les hommes qui leur sont liés dans bien des pays. Elles se font avec des armes fabriquées, bien souvent, en France ou aux Etats-Unis. Et des morts, elles en font...

Les fous du fric sont responsables de bien plus de morts que les fous d'un dieu qui n'existe pas. Il ne faut pas, l'oublier.

A. F.

### L'EXPLOSION D'UN DÉPÔT D'ARMES AU **PAKISTAN**

Le 9 avril, un dépôt de munitions sautait au Pakistan, à Rawalpindi. Bilan : officiellement une centaine de morts, probablement un millier, et sans doute autant de blessés. Tout un quartier de la ville a été dévasté, et la télé, ici, a montré quelques scènes hallucinantes de guerre - tirs de roquettes, obus, missiles - en temps de paix!

Obus dans une maison à



Mais le terme est improhommes. pre pour le Pakistan, où la "paix" est de plus en plus armée... par les bons soins de l'impérialisme améri-

chous" obligés. Le Pakistan est situé dans une des régions les plus "chaudes" du monde; une région où les séïsmes sociaux et politiques sont les plus menaçants. Les dirigeants américains en savent quelque chose, eux qui ont été expulsés d'Iran, il y a quelques années, par la révolution islamique qui a surtout été une immense

cain dont le Pakistan est

devenu un des "chou-

révolte anti-américaine. Au Pakistan, comme dans toute cette région, la misère du plus grand nombre d'un côté, et de l'autre le luxe et la servilité à l'égard des maîtres américains d'une poignée d'autochtones, sont un sérieux ferment de révolte. Alors, contre les peuples surtout, et, le cas échéant, contre 'URSS aussi, les USA arment, et sur-arment surtout depuis qu'ils ont perdu l'allié privilégié qu'était l'Iran du shah.

Les USA ont toujours eu un vieil "intérêt" pour le Pakistan aussi. En 1959, c'est de Peshawar qu'avait décollé l'U2, l'avion espion de Powers.

Plus récemment, en 1983, le Général Zia, dictateur pakistanais, avait autorisé qu'un superbombardier américain, un des seuls capables de localiser les sous-marins soviéti-

ques, utilise les aéroports du Pakistan. Et l'utilisation, l'extension, la modernisation des bases pakistanaises fait partie d'un projet plus vaste de militarisation de toute une "zone d'opération" militaire dans la région océan Indien-Pacifique où les USA aimeraient être en situation de faire intervenir 600 000

Mais où trouver et parquer les hommes? Et où stocker les armes ? Israël en prend sa très large part. Oman, le Kenya, mais le Pakistan aussi, qui reçoit

toujours davantage d'aide militaire américaine. Après Israël et l'Egypte, le Pakistan figure maintenant en troisième position des bénéficiaires de l'aide US.

A propos de l'explosion du dépôt de munitions de Rawalpindi, la thèse de l'attentat a été avancée. S'il ne s'agit pas seulement d'un "accident" lié à ce souverain mépris des chefs d'Etat et chefs militaires à l'égard des masses populaires qui leur fait installer des poudrières en pleine ville, il pourrait y avoir eu attentat. Les services secrets afghans auraient pu être tentés, au moment où l'URSS commence à retirer ses troupes, de faire sauter un dépôt de matériel destiné à des troupes de la résistance afghane soutenues par le gouvernement pakistanais et les Américains. Ou des opposants à la dictature de Zia et à la présence américaine auraient pu vouloir faire ainsi parler d'eux...

En mars 1986, des manifestations des partis d'opposition s'étaient déroulées dans plusieurs villes du Pakistan pour protester contre l'utilisation de Karachi comme port d'escale pour le navire nucléaire USS Enterprise. Heurts avec la police qui opéra de nombreuses arrestations. Le débarquement soudain de plusieurs milliers de marines américains n'avait pas suscité l'enthousiasme dans milieux traditionnels qui craignaient les distractions recherchées par les soldats de la VIIe flotte... mais s'étaient malgré tout laissés arroser par les dollars!

Alors le Pakistan est un de ces très nombreux pays du monde où la plupart des ventres sont vides, ou presque, mais où les dépôts de munitions et les casernes sont bien remplis.

Parce que les USA préparent la guerre contre les peuples... une guerre qui a déjà des retombées, même en temps dits de paix.

Sylvie FRIEDMAN

pagnent le chef d'Etat-major près du village de Beita.

#### **COLONS ISRAÉLIENS CONTRE JEUNES PALESTINIENS DANS** LES «TERRITOIRES OCCUPÉS» Des colons israéliens accom-

Un village soumis au couvre-feu total, un jeune Palestinien qui tentait de s'enfuir abattu, des arrestations multiples, des maisons dynamitées et pour finir huit Palestiniens bannis : telle a été la réaction de l'armée et du gouvernement israélien après la mort d'une jeune Israélienne de 15 ans au cours des incidents qui se sont produits, le 6 avril, entre un groupe d'adolescents venant d'un village de colons juifs et les habitants palestiniens du village de Beita, en Cisjordanie.

Pourtant, après la confusion initiale, les faits semblent maintenant éclaircis. La jeune fille n'aurait pas été tuée par les villageois arabes, mais bien par une balle d'un des deux colons armés - des membres du groupe de colons d'extrême-droite Goush Emounim - qui accompagnaient le groupe d'adolescents et qui, par leur attitude, auraient contribué à provoquer les incidents. Les villageois arabes auraient plutôt cherché, eux, à favoriser la fuite des jeunes juifs.

Alors qu'on en est à quelque 140 morts du côté palestinien depuis le début de la révolte, c'est le premier mort parmi la population des implantations juives dans les territoires occupés, et le responsable semble bien en être un colon! Mais c'est tout de même par un nouveau renforcement de la répression israélienne contre les Palestiniens

les colons et l'extrême-droite israélienne ont préféré oublier leurs propres responsabilités dans les faits, et manifester violemment pour reprocher à l'armée de se montrer trop molle contre les Palestiniens!

Il y a toujours plus royalistes que les rois. Chefs d'Etat et chefs militaires israéliens sont

que l'incident se conclut. Car doublés sur la droite par ces colons extrémistes qu'ils ont favorisés en créant les implan-

tations juives en Cisjordanie et à Gaza. Et si une jeune Israélienne de 15 ans est morte, ils en sont les premiers responsables, tout comme des 140 Palestiniens, dont de très nombreux jeunes, assassinés depuis quatre mois.